

Le FLN lance ses consultations avec les partis pro-Bouteflika

La classe politique se divise en fronts

Page 3

Le gouvernement face à l'ébullition du front social Jusqu'où ira la politique d'apaisement ?

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3416 - Jeudi 20 novembre 2014 - Prix : 10 DA

Actuel n°1 du rap français



Booba demain soir à la Coupole

Page 24

Présidentielle en Tunisie

Tiraillements entre Marzouki et Caid Essebsi

Lire page 4

Grève et culture du chantage

Par Nadjiib Stambouli

Is ne sont bien sûr pas les seuls à blâmer, voire à dénoncer, mais les cheminots, considérés à une certaine époque comme les piliers de la classe ouvrière et symbole de la conscience de lutte, ont fait montre hier d'une attitude très peu honorable. La dénonciation sans ambages de leur débrayage se décline d'une manière qui ne sied qu'à ceux qui placent leurs petits caprices ou même revendications légitimes devant et au-dessus de tout autre intérêt, y compris, voire surtout, celui de la population. Toutes les traditions revendicatives et réflexes syndicaux dans l'Histoire du monde du travail, donc en Algérie également, elles-mêmes ayant érigé la grève comme moyen efficace de lutte et de combat pour arracher ses droits, se basent sur un socle incontournable, celui du préavis. En l'observant, les travailleurs se donnent bien sûr le temps de négocier, mais aussi le préavis permet aux usagers de tel service public de se préparer au jour «J» et de s'y préparer, autrement dit prendre leurs devants. Pour au moins ces deux éléments, le préavis de grève est une donne quasiment sacrée, qui confère à la revendication et même à la forme de lutte y afférente encore plus de légitimité. A contrario, ne prévenir l'employeur et les usagers d'un arrêt de travail par un préavis, c'est, par delà le retrait de la dimension légale du débrayage, la voie ouverte à de graves dérives dans le service public, dont l'image est déjà sérieusement entamée par ses tares immanentes, les lourdeurs bureaucratiques n'étant pas les moindres de ces défauts.

Suite en page 3

Les usagers du train encore une fois pénalisés

Grève sauvage des cheminots

Cette grève surprise entamée par les cheminots a obligé les voyageurs et les usagers à prendre d'autres moyens de transport. Aucun départ n'a été opéré à partir des deux plus importantes gares de la capitale : Agha et Gare centrale.

Lire page 2



Ph > D. R.

Les opérateurs turcs en quête de partenariat

Alger, première destination à l'étranger du Président Erdogan

Page 3

Salon du livre à Béjaïa

Une vingtaine de maisons d'édition au rendez-vous

Page 13

Les usagers du train encore une fois pénalisés

Grève sauvage des cheminots

■ Cette grève surprise entamée par les cheminots a obligé les voyageurs et les usagers à prendre d'autres moyens de transport. Aucun départ n'a été opéré à partir des deux plus importantes gares de la capitale : Agha et Gare centrale.



Par Meriem Benchaouia

Un accord a été dérogé avec les représentants des travailleurs pour mettre fin à leur débrayage, qui a paralysé hier dans la matinée le trafic ferroviaire au niveau des gares algéroises, a annoncé un responsable à la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

En effet, le trafic ferroviaire a repris progressivement à Alger après la conclusion d'un accord en deux points entre la direction générale et les cheminots. «Nous avons trouvé un accord en deux points pour la reprise immédiate du trafic ferroviaire», explique le directeur général de la SNTF, Yacine Bendjaballah. Ces deux

points portent sur «un démenti que nous allons diffuser portant sur le bon fonctionnement des installations ferroviaires», et sur «l'engagement d'un bureau d'études étranger chargé de faire un audit complet des installations» ferroviaires, ajoute M. Bendjaballah. Cet audit «doit enlever tout doute sur le bon fonctionnement des installations ferroviaires. Même si elles sont plus ou moins anciennes, elles fonctionnent correctement

grâce à une bonne maintenance», a encore souligné le directeur général de la SNTF. Cette grève surprise entamée par les cheminots a obligé les voyageurs et les usagers à prendre d'autres moyens de transport. Aucun départ n'a été opéré à partir des deux plus importantes gares de la capitale : Agha et la gare centrale. Les voyageurs qui voulaient prendre le train ont été informés en dehors de l'enceinte de cette gare, fermée, qu'«il n'y a

pas de trains!». Le trafic ferroviaire a été interrompu depuis la matinée. Les usagers ont dû recourir aux bus pour rallier leur travail et les «taxis clandestins». Le directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires, Yacine Bendjaballah, a déclaré que «cette grève (qui nous a surpris) a été déclenchée par des travailleurs de l'entreprise qui ont posé comme condition à la reprise du travail un changement immédiat de la signalisation». Au niveau du quartier du Hamma, entre les gares des Ateliers et Hussein Dey, un train électrique était immobilisé et des voyageurs en descendaient. A la gare de l'Agha, les agents des guichets de vente de billets remboursaient les voyageurs, alors que des syndicalistes ont refusé de s'adresser à la presse. Au début du mois, un train de banlieue (Alger-Thénia) avait déraillé au niveau de la gare de Hussein-Dey au moment de son aiguillage, faisant un mort et plus de 60 blessés. Un rapport préliminaire d'une commission d'enquête mise sur pied par le ministère pointe du doigt la vitesse du train (130 km/h au lieu de 30 km/h) au moment de son aiguillage sur une aire de stationnement temporaire, rappelle-t-on. Par ailleurs, suite à une grève enclenchée il y a quelques jours, en solidarité avec leur camarade

qui conduisait le train qui a déraillé la semaine dernière à Hussein-Dey, estimant «excessive» la sanction qui lui a été infligée, les représentants du syndicat se sont réunis, avec le directeur général des transports ferroviaires relevant du ministère des Transports. Ils ont accordé un délai de 15 jours au ministère de tutelle pour répondre aux revendications des conducteurs de train. «Nous nous sommes réunis pendant sept heures avec le directeur général des transports ferroviaires qui remplaçait le ministre des Transports. Après l'obtention d'une promesse de réponse à nos trois principales revendications sous quinze jours», avait déclaré Boulemia Haroun, le coordinateur de la grève des conducteurs de la SNTF. M. Boulemia avait confirmé l'acceptation du ministère des Transports de répondre aux trois principales revendications des cheminots grévistes, à savoir : La réhabilitation immédiate des blocs automatiques de signalisation ; la mise en place des mesures urgentes pour renforcer la sécurité de la circulation des trains et, enfin, la suppression des poursuites judiciaires à l'encontre des conducteurs de train en cas de heurts ou de suicides des personnes surprises inopinément sur les voies ferrées. M. B.

Le gouvernement face à l'ébullition du front social Jusqu'où ira la politique d'apaisement ?

L'Algérie connaît une reprise progressive d'une contestation sociale qui a touché plusieurs secteurs. Il s'agit d'un scénario familial qui reflète la situation socio-économique dégradée des Algériens et l'inefficacité des mesures prises par le gouvernement pour répondre aux préoccupations soulevées.

Un regard dans le rétro de la contestation sociale qui renaît des cendres du vent de la colère qui a grandement soufflé durant 2011 – parallèlement à un réveil contestataire qu'ont connu quelques pays africains et arabes – fait constater qu'en cette matière la lutte est omniprésente en Algérie en dépit de toutes les réponses des autorités concernées pour absorber la grogne des protestataires et aussi malgré les mesures répressives et les entraves des libertés syndicales. Ce ne sont donc ni les différents dispositifs engagés par le gouvernement, ni ses augmentations salariales et encore moins ses ajournements pour prendre en charge les problèmes socio-économiques des Algériens qui ont pour effet de sauver les différents secteurs du cercle vicieux d'un malaise socio-économique chronique. Ainsi, bon nombre de partenaires sociaux poursuivent toujours leur bataille pour améliorer les conditions socioprofessionnelles difficiles pour les uns et indignes pour les autres. L'Education, la Santé, la Justice, la Protection civile, le Transport, la Poste, l'Habitat, la Sécurité sont autant de secteurs qui ont connu des mouvements de grèves ou qui sont en cours de débrayage ou qui encore menacent de revenir à la charge au sujet des dossiers non encore pris en charge. Si dans la forme, les doléances se pré-

sentent différemment dans les cahiers revendicatifs des grévistes et contestataires, dans le fond, toutes ces requêtes et mouvements ont pour objectif commun d'améliorer le cadre de vie des travailleurs. Il y a lieu de lutter pour une vie digne de ce nom et de plaider pour une gestion correcte et juste dans les institutions publiques. Cette dernière se constate clairement sur la liste des revendications de certains secteurs à titre particulier. Après les travailleurs d'Algérie Poste ayant réclamé le départ du premier responsable de leur secteur suite à la gestion douteuse dans ce secteur, c'était la sortie inattendue des policiers qui ont emboîté le pas et réclamé le départ du patron de la police algérienne. Même son de cloche auprès des agents de la Protection civile qui ont demandé le départ de leur DG. Hier un rassemblement a été organisé par la Fédération des agents de la Protection civile affiliée au Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique devant la direction générale de la Protection civile pour revendiquer le départ de leur directeur général, Mustapha Lahbiri. Ces mécontents s'insurgent contre leur patron et l'accusent d'être «à l'origine de tous les dépassements dont sont victimes les agents de la Protection civile». Il y a lieu de noter que ce propos de réclamation de départ des patrons et des premiers responsables est une nouvelle phase dans les annales de la contestation sociale en Algérie. Autrefois, les travailleurs exposaient des doléances socioprofessionnelles à satisfaire mais maintenant on classe en tête de liste des revendications le départ des premiers responsables des secteurs. Il y a lieu de citer également ici, le cas des opposants au 4^e

mandat l'année dernière, laquelle était, en somme, une revendication qui réclame le départ du premier responsable du pays. Ce nouveau comportement contestataire, si l'on peut l'appeler ainsi, n'a pas eu certes gain de cause et a été à chaque fois noyé par des mesures «généreuses» prises par le gouvernement pour acheter la paix sociale ou plutôt pour l'anesthésier comme à chaque fois. Mais ce que le gouvernement a à craindre, maintenant que même les corporations n'ayant pas le droit de débrayer ont cassé le tabou de cette «interdiction», c'est que la facture de l'apaisement sera des plus salées et il va falloir mettre le paquet pour que les caisses du Trésor public s'en sortent indemnes. Même si le Premier ministre Abdelmalek Sellal, a fait savoir, il y a peu, que «la baisse des prix du pétrole ne nous fait pas peur», se montrant bizarrement optimiste au regard du développement économique que connaît le pays, la réalité est tout autre puisque le gouvernement est appelé à dépenser plus à l'appel de colère de tous les secteurs. Le gouvernement ne pourra hélas faire croire qu'il y a des augmentations salariales alors qu'avant même leur application, les flambées sont annoncées dans les marchés. Bon nombre d'Algériens ne travaillent que pour manger, alors que vivre ce n'est pas manger! C'est dans ce cercle vicieux que s'égarent un peu un gouvernement et son peuple et/ou les politiques d'apaisement gardent les mécontents en attente comme on anesthésie un malade, le laissant attendre sa place dans un bloc opératoire. Il semble donc que les chirurgiens font grand défaut en Algérie...

Yasmine Ayadi

Algérie-France

Rencontre d'affaires les 1^{er} et 2 décembre à Alger

UNE RENCONTRE d'affaires algéro-française se tiendra les 1^{er} et 2 décembre prochain à Alger et portera sur les opportunités d'affaires et d'investissement en Algérie, a indiqué la Chambre algérienne de commerce et d'industrie CACI sur son site web. Cette rencontre économique co-organisée avec l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), permettra aux opérateurs économiques des deux pays d'examiner la possibilité de créer des projets communs et d'échanger leur savoir-faire et leurs expériences dans plusieurs secteurs. Il s'agit notamment des secteurs de l'environnement, de l'énergie renouvelable, du cosmétique, de la formation professionnelle, de la logistique et des télécommunications. Au programme du forum, qui verra la participation d'hommes d'affaires français issus de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), des ateliers d'information sur le climat des affaires en Algérie, des rencontres bilatérales d'affaires (B to B) entre investisseurs français et algériens ainsi que de visites de sites industriels.

R. N.

— Le FLN lance ses consultations avec les partis pro-Bouteflika —

La classe politique se divise en fronts

■ Le Front de libération nationale vient de lancer ses propres consultations avec les partis pro-Bouteflika, à commencer par le MPA de Amara Benyounès, puis le RND et le Taj de Amar Ghoul. Ainsi, la classe politique se divise en plusieurs fronts alors que le FFS tente de rassembler tout le monde.



Phs/E. Soraya/A.

Par Nacera Chennafi

Le Front des forces socialistes se trouve à mi-chemin de ses consultations portant organisation d'une conférence du consensus national avec l'implication du pouvoir. Mais son projet semble trouver plus d'écho chez les partis du pouvoir que dans le camp de l'opposition. Dans ce contexte, le Front de libération nationale, premier parti consulté et qui a donné son accord de principe pour discuter de la proposition du FFS, vient d'entamer une série de rencontres et de discussions avec les partis pro-Bouteflika.

La première rencontre a eu lieu mardi dernier avec le secrétaire général du Mouvement populaire algérien, Amara Benyounès, au siège central de l'ex-parti unique. Cette rencontre sera suivie d'autres avec le Rassemblement national démocratique, Tajamou Amal El Djaizair et probablement des «petits» partis qui ont soutenu le quatrième mandat du Président Bouteflika. A cet effet, il n'est pas

écarté la naissance d'un front ou d'une alliance qui regrouperait les partis du pouvoir, comme certains les qualifient, pour faire face à l'agitation d'une partie de l'opposition qui demande des élections présidentielles anticipées, sept mois après celle qui a vu la réélection du Président Bouteflika pour un quatrième mandat.

Il est à noter que les partis pro-Bouteflika ont donné naissance à qui a été appelé à l'époque «alliance présidentielle», regroupant le FLN, le RND et le MSP qui a claqué la porte en 2012 pour choisir le camp de l'opposition radicale et aujourd'hui fait partie de la Coordination des libertés et la transition démocratique et l'instance de coordination et de suivi de l'opposition. Aujourd'hui, on ne sait pas si le secrétaire général du Front de libération nationale veut produire le même modèle, à savoir une alliance présidentielle mais plus élargie, car il y aura, outre le RND et le FLN, le MPA et le Taj. Lors de la conférence de presse tenue par Amar

Saàdani et Amara Benyounès, les deux hommes expliquent que leur rencontre vise à «échanger des points de vue et des analyses sur la situation politiques du pays». Il s'agit également de faire «l'opposition à l'opposition». Pour Saàdani, ceux qui ne remettent pas en cause la légitimité du Président Bouteflika sont les bienvenus pour discuter.

Il faut savoir que la scène politique nationale s'est divisée en quelque temps en fronts, à l'image de la Coordination des libertés et la transition démocratique et l'instance de suivi de travail de l'opposition, initiée par le MSP, le RCD, El Adala, En-Nahda, Djil Djaidid et l'ancien Chef du gouvernement, Ahmed Benbitour. Cette coordination a créé, après son fameux regroupement à Zeralda, le 10 juin dernier, l'instance de coordination et de suivi de l'opposition. Celle-ci regroupe notamment l'ancien Chef du gouvernement, Ali Benflis, et des personnalités dont l'ancien ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Rehabi, des universitaires et juristes. D'autre part, il y

a le pôle du changement, né au lendemain de la défaite du candidat Ali Benflis aux élections présidentielles du 17 avril dernier. Ce pôle était composé de 13 formations politiques qui ont soutenu cette candidature ; aujourd'hui, il ne reste que quelques partis dont l'Union des forces démocratiques de Noureddine Behbouh, El Fadjr El Djaidid de Benbaibeche, El Islah de Djahid Younsi. Enfin, il y a le plus vieux parti de l'opposition qui a lancé des consultations en vue de reconstruire un consensus national entre le pouvoir et l'opposition. Mais une partie de l'opposition rejette cette initiative. L'instance de coordination et de suivi de l'opposition a appelé à une élection présidentielle anticipée. Cette demande est adressée par les partis de la CNTLD au Président Bouteflika.

On peut dire que la sortie des partis pro-Bouteflika montre que ces derniers sont conscients de l'agitation de l'opposition et qu'il vaut mieux se regrouper pour y faire face.

N. C.

— Les opérateurs turcs en quête de partenariat —

Alger, première destination à l'étranger du Président Erdogan

Alger, première destination officielle à l'étranger de Recep Tayyip Erdogan depuis son investiture à la tête de la République de Turquie. Un choix pas fortuit, puisque l'Algérie est le premier partenaire en Afrique de la Turquie.

Arrivé hier, à l'invitation du chef de l'Etat Abdelaziz Bouteflika, M. Erdogan a notamment été accueilli par le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, le Premier ministre Abdelmalek Sellal et le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra, ainsi que par le général de corps d'armée Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP). Des membres du gouvernement et des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie étaient également à l'accueil du Président turc. De ce fait au cours de sa présence à Alger, outre les entretiens qu'il aura avec le président Bouteflika, M. Erdogan rencontrera également de hauts responsables algériens.

Ce premier déplacement de M. Erdogan en sa qualité de président de la République de Turquie, accompagné d'une importante délégation, composée notamment de plusieurs ministres, de parlementaires, de hauts fonctionnaires et des hommes d'affaires s'inscrit dans le cadre du «renforcement

continu des relations entre les deux pays liés par un traité d'amitié et de coopération» signé en 2006, selon un communiqué de la Présidence. Un traité qui, faut-il le souligner, a été, à plus d'un titre, à l'origine notamment ces derniers mois, du renforcement et de la consolidation des relations et de la coopération algéro-turque qui touche tous les secteurs d'activité. C'est d'ailleurs, la raison même de la tenue, à l'occasion de cette visite fortement marquée par sa dimension économique et commerciale, du Forum économique des hommes d'affaires algéro-turc auquel prennent part, outre les opérateurs économiques nationaux, une forte délégation d'hommes d'affaires turcs accompagnant M. Erdogan en plus des 200 entreprises turques actives en Algérie dans des secteurs du commerce, de l'industrie et de la construction. Aujourd'hui, la Turquie est le huitième client de l'Algérie et son septième fournisseur. Les échanges commerciaux entre les deux pays se chiffrent à 4,5 milliards de dollars. Des échanges qui se basent sur le domaine énergétique, mais que les deux pays désirent diversifier à d'autres secteurs d'autant plus que «l'Algérie jouit de multiples opportunités propices au développement du partenariat économique», aux dires du commercial-adjoint auprès de l'ambassade de

Turquie en Algérie, Erhan Karakoç. C'est ainsi que l'aciérie «Tosyali» de Béthioua (Oran), une usine de sidérurgie que le Président turc a inauguré, constitue le plus important investissement turc à l'étranger, auquel s'ajoute celui des textiles qui en est la parfaite illustration à travers le complexe textile algéro-turc, Tayal, d'un investissement de 155 milliards DA générant pas moins de 25 000 emplois. Implanté à Sidi Khettab dans la wilaya de Relizane, Tayal est une société mixte algéro-turque détenue à 51% par la partie algérienne à travers le groupe CH (30%) et l'autre entreprise publique algérienne de textiles Texalg (21%), et à 49% par la société turque Intertay, filiale du groupe turc Taypa. Outre les secteurs de l'habillement, l'agroalimentaire, l'acier, l'automobile, l'électricité, les machines agricoles, l'hydraulique, l'industrie minière et les équipements balistiques pour lesquels la Turquie en est spécialisée, le secteur de la construction et des matériaux de construction, notamment le marbre et le revêtement de sol pour lesquels sont réputés les Turcs sont vivement sollicités par Alger dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement, particulièrement dans son volet de l'habitat et de l'urbanisme.

Lynda Naili Bourebrab

EDITO

Grève et culture du chantage

suite de la page Une

Et qu'on ne vienne surtout pas nous taxer d'éléments anti-travailleurs lorsqu'on qualifie des comportements comme ceux étalés hier par les cheminots de «chantage manifeste», de «prise d'otages» et de mépris total de leur vocation première, celle d'honorer leur rôle de service public. Or, au lieu d'accomplir leur devoir, leur mission pour laquelle ils sont salariés, qui consiste à transporter les voyageurs au prorata du billet qu'ils ont payé, les cheminots n'ont hier rien trouvé de plus détestable à faire que de stopper les locomotives, d'abandonner ainsi à leur sort les milliers de voyageurs. Que ces voyageurs aient pris le train qui pour se rendre à son lieu de travail, qui pour faire des achats, qui pour honorer un rendez-vous urgent, qui pour des soins, autant d'occupations avortées pour raison de déplacement échoué, les cheminots n'en ont cure. A leur décharge, les cheminots ne sont pas les seuls à verser dans ces coups de force éhontés, qui mettent usagers et employeurs devant le fait accompli, obligeant ces derniers, comme hier, à céder sur le pouce à un diktat sur des histoires de panneaux de signalisation, même si en vérité ce problème n'est pas négligeable, ayant même eu récemment des conséquences tragiques. Les cheminots ne sont pas les seuls, parce dans d'autres secteurs, comme la Santé prenant en otage les malades, dans l'Education mettent en péril l'avenir de générations entières, des syndicalistes, à intervalles réguliers, s'adonnent à ce genre de pression inqualifiable, sans aucun respect des milliers, voire des millions, de personnes pénalisées par ces grèves sauvages. Le tableau serait incomplet si on ne sortait de l'univers des syndicats maîtres chanteurs pour y adjoindre le désastre des routes coupées, sinistre habitude ancrée dans les mœurs des émeutiers professionnels, surtout en Kabylie, notamment Béjaïa. Or, force est de reconnaître que cette culture du chantage qui sèvre l'usager de son service public, n'aurait pas fait florès dans les mœurs syndicales et citoyennes, si elle n'avait été encouragée par l'impunité, celle d'une autorité publique passive et ne sanctionnant jamais, quitte à le faire après l'aboutissement des négociations, les responsables de telles injures à la noble idée de service public.

N.S.

Drogue provenant du Maroc

Près de sept quintaux saisis à l'ouest du pays

■ L'ouest algérien est devenu la piste numéro un des Marocains pour transporter leur drogue vers d'autres pays. Des saisies importantes confirment l'étendue du phénomène en Algérie où près de sept quintaux de kif traité ont été récemment saisis dans deux wilayas de cette région, à savoir Tlemcen et El Bayadh.

Par Ahcene Hadjam

Dans la wilaya de Tlemcen, la Brigade d'investigation et de recherche (BRI) relevant du service de la police judiciaire a dernièrement saisi, sur la bande frontalière ouest du pays, 3,70 quintaux de drogue, a indiqué mardi la sûreté de wilaya. L'opération a eu lieu après une surveillance d'un mois d'un véhicule suspect et grâce à l'infiltration d'un élément de la BRI pour connaître l'horaire et l'acheminement de la drogue, a précisé la même source dans un communiqué. L'enquête se poursuit avec le propriétaire du véhicule intercepté, transportant la quantité de drogue saisie, pour connaître ses acolytes et sa destination, ajoute le communiqué.

A El Bayadh, au moins 3,22 quintaux de résine de cannabis ont été saisis dans une zone désertique de la commune d'El-Benoud par les éléments de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris mardi auprès de ce corps sécuritaire. Agissant sur

informations faisant état d'un important trafic de drogue à l'extrême sud de la wilaya d'El-Bayadh, les policiers ont mis en place un dispositif sécuritaire à 300 km au sud d'El-Bayadh, dans la zone séparant les régions de Oued-Namous (El-Bayadh) et Tinerkouk (Adrar), a-t-on indiqué. L'opération a permis de prendre en filature un véhicule tout-terrain avec à son bord deux individus qui ont, à la vue des policiers, jeté 12 sacs contenant la drogue en question avant de prendre la fuite, a précisé le lieutenant Nacer Kadri de la police judiciaire de la sûreté de wilaya. La valeur de la drogue récupérée est évaluée à 61 millions DA, a-t-il signalé, ajoutant que les investigations se poursuivent pour identifier les narco-trafiquants et les présenter devant la justice. Malgré les efforts de l'Etat pour lutter contre le fléau de la drogue, les chiffres avancés à chaque fois par les différents corps de sécurité sont de plus en plus impressionnants. Les efforts entrepris par les éléments de la gendarmerie, de la sûreté et des Douanes dans le cadre de la lutte contre ce fléau qui menace la jeunesse algérienne, se sont soldés par des résultats tangibles, notamment en termes de saisies de quantités



énormes de kif traité, de démantèlement de réseaux internationaux dont les barons et les membres sont traqués et leurs noms faisant l'objet de mandats d'arrêt nationaux et internatio-

naux. La plupart des quantités saisies viennent du pays voisin le Maroc, qui veut faire de l'Algérie un pays de transit pour exporter sa drogue. Depuis la fermeture des frontières en 1994, le Maroc

dérange toujours l'Algérie par ce phénomène. Les provocations de la part du Makhzen ne veulent pas cesser, notamment au niveau des frontières.

A. H.

Les observateurs européens déployés pour surveiller le scrutin

LA MISSION d'observation électorale de l'Union européenne (MOE-UE) a annoncé le redéploiement de ses observateurs de courte durée, qui renforceront les équipes déjà en place, pour l'observation de l'élection présidentielle du 23 novembre en Tunisie. Ainsi, une délégation du Parlement européen et des diplomates des Etats membres de l'UE en poste en Tunisie viendra se joindre à la mission qui sera composée, au total, d'une centaine d'observateurs en provenance des Etats membres de l'UE ainsi que de la Norvège et de la Suisse, a indiqué mardi la MOE-UE dans un communiqué. La mission, présidée par Annemie Neyts-Uyttebroeck, membre du Parlement européen de nationalité belge, procède à «une analyse complète, détaillée et strictement impartiale de l'ensemble du processus électoral, fondée sur une observation à long terme en conformité avec le droit national ainsi que les normes régionales et internationales», selon le texte. Il est à noter qu'en réponse à l'invitation formulée par les autorités tunisiennes, la MOE-UE est présente en Tunisie depuis le 17 septembre, avec une équipe-cadre de huit experts dans les différents domaines électoraux, et des observateurs de longue durée qui ont été affectés à toutes les circonscriptions du pays depuis début octobre.

Présidentielle en Tunisie

Tiraillements entre Marzouki et Caid Essebsi



Les chances de victoire du candidat du parti Nidaa Tounès au palais de Carthage se sont renforcées après le soutien annoncé en faveur de Béji Caid Essebsi par la majorité des partis politiques. Moncef Marsouki, lui, courtise les salafistes.

La course à la présidentielle s'accélère à trois jours du scrutin présidentiel en Tunisie qui en est à sa première depuis la révolution des Jasmins.

Ainsi, la concurrence s'annonce très rude entre le président par intérim, Mohamed Moncef Marzouki et son rival, le candidat le plus redouté Beji Caid Essebsi du parti «Nidaa Tounès». D'après les analystes politiques et observateurs de la scène politique tunisienne les deux candidats sont à chances égales de remporter le deuxième tour de cette élection.

Ce qui fait exacerber la concurrence entre les deux hommes c'est le fait qu'ils soient sur le même «piédestal politique». Autant dire, le scrutin prévu dans trois jours, soit le lundi 23 novembre, s'annonce compétitif entre deux hommes qui s'affronteront pour

arracher le visa au palais de Carthage en vue de briguer le poste de président de la République tunisienne. Un poste d'ailleurs convoité par vingt-sept candidats dont quatre se sont retirés. Parmi ces candidats, des ministres de l'époque du président déchu Zine El-Abidine Ben Ali. Après les bons résultats obtenus par le parti «Nidaa Tounès» lors des dernières législatives, les partisans de Caid Essebsi s'attendent à «une victoire écrasante» lors du premier tour de la présidentielle, réduisant ainsi à néant tous les espoirs de son rival Marzouki et des autres candidats à cette élection. Les chances d'accès du candidat de «Nidaa Tounès» au palais de Carthage se sont également renforcées après le soutien annoncé en sa faveur par la majorité des partis constitutionnels et certains intellectuels soucieux «d'éviter les erreurs du passé». Selon les observateurs, le discours national raisonné adopté par Caid Essebsi durant sa campagne électorale qui s'adresse à tous les Tunisiens «a réveillé chez les citoyens le souvenir du leader qui reflète la culture politique

tunisienne authentique».

Le candidat Caid Essebsi refléterait également l'image d'un chef d'Etat charismatique qui manquait à la scène politique tunisienne depuis quatre ans, ce qui renforce ses chances d'élection à la présidence de la République, de l'avis des professeurs universitaires.

Le candidat Marzouki, qui espérait bénéficier du soutien du mouvement Ennahdha qui s'est retiré de l'élection présidentielle laissant le champ libre devant le candidat de Nidaa Tounès, «s'est réjoui», quant à lui, de l'appui affiché par six partis politiques.

Les positions de ces partis interviennent «en réaction» au mouvement Ennahdha, accusé de préparer le terrain à Caid Essebsi dans l'espoir d'accéder à certains postes ministériels lors de la formation du prochain gouvernement.

Selon des sources médiatiques locales, la cote du candidat Marzouki est en hausse grâce au soutien de nombre de personnalités politiques craignant la «prédominance» du mouvement Nidaa Tounès. Riadh Chaiibi, du parti El-Binae qui soutient Marzouki, a précisé que la victoire de ce dernier aux élections devrait faire instaurer l'«équilibre» requis pour la prochaine étape, expliquant ce soutien par sa «loyauté aux valeurs de la démocratie».

Toutefois, l'effet de surprise reste de mise lorsqu'il s'agit d'élections surtout que certains candidats ont de fortes chances, comme Najib Chabi, candidat du parti républicain qui est en «mesure», selon les analystes, de faire contrebalancer la tendance à son profit dans le cas où il est soutenu par les voix du mouvement Ennahdha et du courant socio-démocratique.

Yazid Madi

Agriculture

Davantage d'efforts pour endiguer la dépendance alimentaire

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelwahab Nouri, a appelé, mardi à Alger, les agriculteurs à consentir davantage d'efforts pour la promotion de la production agricole et la réduction des importations de produits alimentaires.

Par Tarek B./APS

Intervenant à l'ouverture des travaux de la 1^{re} session du conseil national de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), M. Nouri a appelé «les agriculteurs à consentir davantage d'efforts pour la promotion et l'appui au produit agricole, seul moyen susceptible de réduire notre dépendance à l'étranger», en se référant aux indicateurs positifs enregistrés par le secteur agricole durant ces dernières années. Le secteur agricole a enregistré une croissance de plus de 13% durant les quatre dernières années et contribue à hauteur de 9% au Produit intérieur brut (PIB). Pour réaliser la sécurité alimentaire qu'il a qualifiée de partie intégrante de la sécurité nationale, le ministre a préconisé «la conjugaison des efforts de tous pour augmenter notre production agricole d'autant, a-t-il dit, que l'Etat assure tous les moyens néces-



saires» «Nous devons persévérer dans l'effort, en vue de promouvoir notre production à des niveaux qui nous mettent à l'abri de tout imprévu dans les marchés internationaux de ces produits, dont la hausse fréquente des prix a influé sur les écono-

mies de plusieurs pays à faibles revenus», a-t-il ajouté. La décision du gouvernement d'augmenter l'enveloppe financière consacrée au secteur agricole de 200 milliards de DA à 300 milliards de DA par an durant le quinquennat 2015-2019, et d'élargir les surfaces irriguées de 1 million ha à 2 millions ha durant l'année 2019, permettra au pays de renforcer sa production agricole dans toute sa diversité, a-t-il ajouté. L'Algérie étant parmi les pays du sud de la Méditerranée qui souffrent des changements climatiques et de la sécheresse, «il est désormais nécessaire d'encourager les paysans à utiliser les moyens d'économie d'eau et de les vulgariser à toutes les wilayas du pays», a souligné le ministre. M. Nouri a, d'autre part, appelé à préserver les terres agricoles et à faire face à «toute tentative visant à les détourner de leur vocation», rappelant, à cet effet, les directives du président de la République à

ce sujet. Revenant aux terrains agricoles relevant des domaines publics, le ministre a affirmé que l'opération de régularisation «touche à sa fin», ajoutant que «les quelques dossiers restants sont examinés par les juridictions compétentes». Par ailleurs, le ministre a indiqué que le gouvernement accordait «un intérêt particulier à cette opération sensible qui permet aux agriculteurs de régulariser leur situation».

T. B./APS

Conférence arabe sur l'OMC

Coordonner les positions sur les négociations commerciales

Le ministre du Commerce, Amara Benyounès, prendra part aux travaux de la 9^e session de la Conférence Arabe sur l'OMC prévue hier et aujourd'hui à Doha (Qatar) qui doit examiner les résultats de la 9^e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tenue à Bali (Indonésie) en décembre 2013, a indiqué mardi un communiqué du ministère. Lors de cette dernière rencontre, les ministres du Commerce avaient adopté un ensemble de décisions «le Paquet de Bali» destinées à simplifier le commerce, à offrir aux pays en

développement davantage d'options pour assurer la sécurité alimentaire, à stimuler les échanges des pays les moins avancés et à favoriser le développement en général. Les ministres du Commerce, des Finances et des experts arabes qui prendront part à la conférence de Doha auront également à étudier les préoccupations des Etats arabes telles que l'application des règles du commerce international au secteur du pétrole et du gaz, ainsi que leur accession à l'OMC, précise le communiqué. Cette conférence vise également à coordonner les positions arabes

concernant les négociations commerciales multilatérales après Bali ainsi que les négociations au titre du cycle de Doha, lancé en novembre 2001 dans cette même ville. Intitulé «Programme de Doha pour le développement», le cycle vise à réformer «en profondeur» le système commercial international par la réduction des obstacles au commerce et des règles révisées. Axé sur une vingtaine de domaines, le programme vise également à améliorer les perspectives commerciales des pays en développement. **EI Hadi K.**

Energie à Sidi Ouriache

Ouverture prochaine du centre enfûteur de gaz butane

Le centre enfûteur de gaz butane de la commune de Sidi Ouriache, dans la daïra de Oulhaça (45 km d'Ain Témouchent) sera opérationnel fin novembre en cours, a-t-on appris hier du directeur de l'énergie et des mines de la wilaya. Ce centre relevant du secteur privé ouvrira ses portes après sa dotation de 5 550 bouteilles de gaz butane, a indiqué Mekkaoui Hanin. Appelé à redynamiser l'activité économique dans une région marquée par la dissémina-

tion de ses quarante villages et douars, ce centre contribuera à la facilitation de l'approvisionnement des populations en gaz butane en rapprochant cette source d'énergie, a-t-on ajouté. Avec une capacité de production de 600 bouteilles de gaz butane/heure, il répondra également aux besoins de la wilaya d'Ain Témouchent estimés, par la direction de l'énergie et des mines (DMI), à 8 000 bouteilles/jour pour approvisionner les zones non encore pourvues en gaz naturel. D'un coût

global de 400 millions DA, dont 120 millions pour la construction et 280 millions pour l'équipement, cet investissement a connu un retard dans sa réalisation, a-t-on rappelé. «Le projet n'a reçu son agrément du ministère de tutelle qu'au mois de novembre 2010», selon son promoteur qui a signalé, en outre, des «problèmes de terrain rencontrés lors de l'opération de terrassement». Une fois mis en service, le centre enfûteur de Sidi Ouriache générera entre 30 et 50 postes d'emploi, selon

son promoteur. Il constituera, également, un apport important pour les capacités de la wilaya représentées par le centre de stockage de gaz butane situé à la zone industrielle d'Ain Témouchent, qui dispose d'une aire pouvant contenir 20 000 bouteilles de 13 kg, signale-t-on de même source. La wilaya dispose, aussi, d'un centre enfûteur de gaz butane à Ain Beida, dans la commune de Hammam Bouhadjar, qui peut stocker 60 000 bouteilles de 13 kg. **Ryad O.**

Commerce

Création d'un organisme mondial des ventes de platine

Les grands producteurs mondiaux de platine ont créé un organisme commun pour stimuler les ventes, ont annoncé hier dans un communiqué conjoint six compagnies minières sud-africaines concernées. «Anglo American Platinum, Aquarius Platinum, Impala Platinum Holdings, Lonmin, Northam Platinum et Royal Bafokent Platinum financeront le Conseil mondial de l'investissement dans le platine (WPIC) pour développer le marché du platine tout en le rendant plus

accessible à une large série d'investisseurs dans le monde», selon le communiqué. Le conseil, basé à Londres, publiera aussi une revue trimestrielle de l'offre et de la demande de platine à compter du 3 décembre. L'initiative, en discussion depuis plusieurs années, intervient dans un contexte de faiblesse des cours du platine, au plus bas depuis cinq ans, affectés notamment par le ralentissement économique chinois. Le secteur est aussi fortement secoué depuis deux

ans par la montée en puissance d'un syndicat radical, qui a mené une grève de cinq mois d'une durée sans précédent cette année, tandis que les coûts de production, notamment d'électricité, ont explosé en quelques années. Ce métal précieux, dont l'Afrique du Sud recèle 80% des réserves estimées, est utilisé par l'industrie automobile pour la construction de pots catalytiques (principalement pour les voitures diesel).

R. E.

Le programme de rachat d'actifs La Banque du Japon maintient sa politique monétaire

LA BANQUE du Japon (BoJ) a décidé mercredi, à l'issue d'une réunion de deux jours, de conserver en l'état son programme de rachat d'actifs et maintenu son diagnostic économique sur une «reprise modérée» malgré la rechute de l'archipel en récession au troisième trimestre. L'institution a ainsi maintenu inchangé son programme de rachat d'actifs qui avait été étendu fin octobre. Elle avait alors décidé d'accroître la base monétaire de 80 000 milliards de yens (550 milliards d'euros) par an, contre 60 à 70 000 milliards auparavant, dans l'espoir d'atteindre au plus vite 2% d'inflation. Sur ce dernier point la banque centrale se montre un peu plus prudente, jugeant que l'évolution des prix, actuellement autour de 1%, est encore loin de son objectif, et apparaît sur une pente ascendante, mais «dans une perspective de long terme». Par ailleurs, le gouverneur Haruhiko Kuroda doit tenir dans l'après-midi une conférence de presse, après la décision du Premier ministre de convoquer des élections anticipées et de reporter à 2017 une deuxième hausse de la taxe sur la consommation (à 10%), suite aux remous créés par la première augmentation qui a provoqué une nette contraction de l'économie. Le Produit intérieur brut (PIB) a ainsi chuté de 1,9% au deuxième trimestre, puis de 0,4% au troisième, selon des statistiques préliminaires publiées lundi par le gouvernement. M. Kuroda a pointé à plusieurs reprises les risques d'un éventuel ajournement de cette mesure, prévue par la loi afin d'assainir les finances publiques. Il a dit redouter «une perte de confiance dans la politique financière du pays», avec tous les dangers collatéraux que cela comporte. Le gouverneur devra également s'expliquer sur son action, jugée par certains trop tardive, alors que l'économie montrait des signes de ralentissement depuis plusieurs mois déjà. **D. M.**

À l'occasion de la Semaine de la mémoire à Annaba

Hommage au chahid Badji Mokhtar

■ Au cours d'une cérémonie à laquelle ont assisté de nombreux élèves des établissements scolaires d'Annaba, des compagnons d'armes du chahid ont apporté leurs témoignages sur Badji Mokhtar, mort au combat à M'djez Sfa, dans la wilaya de Guelma, le 19 novembre 1954.

Par Ali Gh./APS

La famille du chahid Badji Mokhtar, membre du groupe des 22 à l'origine du déclenchement de la Révolution, a été honorée, mardi à Annaba, lors de l'ouverture de la Semaine de la mémoire organisée dans le cadre de la commémoration du 60^e anniversaire de la mort de ce martyr.

Au cours de la cérémonie, organisée en présence des autorités civiles et militaires des wilayas d'Annaba, Guelma, Skikda, Khenchela et d'El Tarf, la sœur du chahid, Fatima-Zohra, a apporté un témoignage poignant sur le combat de Badji Mokhtar. «Il s'est engagé très jeune pour la libération de son pays, et il ne croyait qu'à la lutte armée pour arracher l'indépendance», a-t-elle témoigné, soulignant que son frère s'était toujours tenu «prêt pour le sacrifice suprême pour sa patrie». Au cours de cette cérémonie à laquelle ont assisté de

nombreux élèves des établissements scolaires d'Annaba, des compagnons d'armes du chahid ont également apporté leurs témoignages sur Badji Mokhtar, mort au combat à M'djez Sfa, dans la wilaya de Guelma, le 19 novembre 1954.

A l'occasion de cette Semaine de la mémoire, organisée par la direction des moudjahidine de la wilaya d'Annaba, l'université Badji Mokhtar et les associations «Protection du patrimoine de la Révolution» et «20-Août 1955», le public a pu visiter une exposition de livres, de CD, de photographies et documents consacrés à la lutte armée, ainsi que des armes et équipements de transmission utilisés durant la révolution et des effets ayant appartenu à des chouhada.

L'exposition qui s'est tenue dans le hall du théâtre régional Azzedine-Medjoubi, a été initiée avec le concours des musées régionaux des wilayas de Skikda, Khenchela, El Tarf et d'Annaba.



Ph.: DR

La Semaine de la mémoire donnera également lieu à la projection de films documentaires dédiés à la révolution, ainsi qu'à

des conférences consacrées aux préparatifs de son déclenchement.

Ali Gh./APS

Durant la guerre de Libération

La jeunesse en première ligne dans la défense de la cause nationale

La jeunesse algérienne a toujours été en première ligne du front de défense de la cause nationale avant et après le déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, ont affirmé des moudjahidine et historiens réunis lors d'une conférence animée lundi à la médiathèque d'Alger.

Organisée dans le cadre de la célébration du 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération, la conférence a été une occasion pour mettre en exergue le rôle des jeunes dans le soutien à la cause nationale à travers les différentes étapes de la lutte du peuple algérien. Le moudjahid Mohamed Rabah a évoqué la contribution des jeunes à la préparation de la Révolution à travers l'organisation des manifestations du 8-Mai 1945,



notant que la plupart des membres du groupe des 22 étaient des jeunes. Il a rappelé la participation des organisations de jeunes durant la guerre de Libération à l'instar des Scouts

musulmans algériens et de l'Association des étudiants musulmans algériens au Congrès international des jeunes démocrates tenu en juillet 1953 à Rome. Cette rencontre a été une occasion pour internationaliser la cause algérienne et revendiquer la légitimité de l'indépendance de l'Algérie devant des délégations de 60 pays.

Pour sa part, le moudjahid Redouane Benani a centré son intervention sur le rôle des jeunes dans la sensibilisation des prisonniers algériens qui étaient détenus dans les geôles françaises. Le moudjahid Mouhoun Djilali a, quant à lui, évoqué l'infiltration des jeunes dans l'armée française en vue d'obtenir des informations pouvant servir la révolution algérienne.

Tahar D.

Ecriture de l'histoire de la Révolution

Zitouni préconise une «méthodologie scientifique»

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a appelé, lundi à Chlef, à l'adoption d'une méthodologie scientifique et rigoureuse dans l'écriture de l'histoire de la lutte de libération nationale en impliquant chercheurs et spécialistes.

Intervenant à l'ouverture d'un colloque international sur le thème «Amis de la Révolution algérienne et la mondialisation de la cause», Zitouni a déclaré que cette rencontre est inscrite au titre du programme de son ministère

visant la «préservation de la mémoire nationale et la sauvegarde des points de vue de ceux qui ont écrit sur les amis de la Révolution». «Notre lutte de libération était porteuse d'une dimension humanitaire», a souligné le ministre, citant comme preuve le «soutien et l'appui» dont elle bénéficiait de personnes issues des quatre coins du monde, qui croyaient en la «justesse de la cause algérienne».

Animée par des chercheurs algériens et étrangers, la première

journée de ce colloque international de deux (2) jours, a été marquée par la présentation de communications mettant en lumière divers écrits de soutien à la Révolution algérienne, dont ceux du Français Albert André Moun qui a qualifié les pratiques coloniales françaises en Algérie de «pratiques nazies», selon un conférencier norvégien.

Un conférencier de l'université française de la Sorbonne a, pour sa part, présenté les écrits de l'italien Giovanni Barley qui a

abordé la situation désastreuse des réfugiés algériens au niveau des frontières algéro-tunisiennes durant la Révolution.

Organisé par le ministère des Moudjahidine, en coordination avec celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, représenté par l'université de Chlef, le colloque est inscrit dans le cadre du programme de célébration du 60^e anniversaire du déclenchement de la lutte de Libération nationale.

Hani Y.

Centre d'études sur le Mouvement national et la Révolution
Plus de 50 recherches éditées en 2014

PLUS DE 50 recherches sur la lutte de Libération nationale, réalisées par des étudiants en Magister et Doctorat, ont été éditées en 2014 par le Centre d'études et de recherches sur le Mouvement national et la Révolution (CERMN), a indiqué mardi à Chlef le directeur général de cet organisme.

Dans une déclaration à l'APS, en marge du colloque international organisé sur le thème «Les amis de la Révolution algérienne», Djamel Yahiaoui a précisé que le centre «s'oriente vers une plus grande ouverture sur l'université afin de mobiliser le maximum de compétences scientifiques nationales pour l'écriture de l'histoire de la lutte de Libération nationale».

L'écriture de l'histoire, a-t-il dit, «requiert des techniques de recherches spécifiques à ce domaine, dont une bonne lecture des archives, leur traduction et leur analyse, pour constituer une bonne matière première pour les chercheurs et personnes intéressées».

Il a fait part, dans ce sens, de l'édition par le CERMN de plus d'un millier de titres sur la Révolution algérienne par des historiens connus dont D' Abou El Kacem Saâdallah (45 titres), D' Yahia Bouaziz (42) et Mohamed Abbas (20).

Le centre a également pris en charge l'édition de plus de 250 ouvrages et écrits d'auteurs étrangers relatifs au même thème, en plus des mémoires de nombreuses figures historiques nationales, parallèlement à l'enregistrement de leurs témoignages, a-t-il ajouté. «Depuis 2012, nous avons investi le domaine audiovisuel par la production de 33 films documentaires sur la résistance populaire et la Révolution de Novembre 54, en plus de longs métrages sur les grands symboles de notre Révolution dont Zighoud Youcef, M'hamed Bougara, Si Lhouas, et ce parallèlement à un documentaire sur les prisons de Serkadji (Alger) et Lambèze (Batna)», a fait savoir Yahiaoui. Il a, en outre, affirmé que le Centre tente d'exploiter tous les moyens multimédias afin de faire connaître l'histoire de Novembre aux nouvelles générations.

APS

Ouargla

De nouvelles lignes ferroviaires projetées

■ Le réseau ferroviaire, dont Ouargla constitue le carrefour, devra donner un nouveau souffle aux activités économiques dans le Sud du pays et alléger la pression sur le réseau routier.

Par Farès L.

Le ministre des Transports, Amar Ghoul, a fait état, mardi à Ouargla, de nouvelles lignes ferroviaires projetées pour impulser la dynamique économique dans la wilaya.

«Les trois lignes ferroviaires projetées dans la région vont donner une impulsion à la dynamique de développement économique dans la région», a affirmé le ministre, lors de sa visite de travail d'une journée dans cette wilaya. Il s'agit de la ligne Ouargla-Laghouat, via Ghardaïa, qui permettra de relier la région de Hassi Messaoud à Alger, de la voie ferrée Ouargla-Touggourt vers la wilaya d'El Oued puis celles de Tébessa et Souk-Ahras avant d'atteindre les ports d'Annaba, Skikda et Jijel, et la liaison Ouargla-Touggourt vers Constantine, a précisé M. Ghoul.

Ce réseau ferroviaire, dont

Ouargla constitue le carrefour, devra donner un nouveau souffle aux activités économiques dans le Sud du pays et alléger la pression sur le réseau routier, a-t-il souligné, ajoutant que ces opérations stratégiques et modernes retenues pour le transport ferroviaire devront permettre d'assurer l'acheminement aussi, grâce à cette «boucle du Sud» longue de près de 600 km, de produits nécessaires aux activités économiques, industrielles et pétrolières.

Dans la zone de Hassi Messaoud, Amar Ghoul s'est enquis du chantier de réalisation de la ligne ferroviaire Hassi-Messaoud-Touggourt, et a donné des instructions pour mettre en demeure les entreprises chargées de sa réalisation, en raison du retard accusé dans le respect du cahier des charges. Le ministre a procédé, au niveau de l'aéroport «Krim-



Ph. DR

Belkacem» de Hassi-Messaoud, à l'inauguration de la base de maintenance aéronautique du groupe «Red-Med», qui regroupe des ateliers de maintenance

et de réparation d'appareils, en plus d'un bloc de formation en la matière. Le ministre a, au niveau de cette structure employant plus d'un millier d'agents, inau-

guré une école de formation en aviation civile encadrée par des spécialistes et experts, nationaux et étrangers, et assurant une formation de 22 mois dans les filières liées à l'aviation, la mécanique et la météorologie.

Le ministre des Transports a clôturé sa visite de travail par la pose, au chef-lieu de wilaya de Ouargla, d'une partie des rails du projet de tramway de Ouargla qui s'effectue sur un tronçon de 5 km.

Le projet du tramway de Ouargla, dont la réalisation est prévue en 37 mois, couvrira un itinéraire de 12,6 km, avec 23 rames, pour le transport de 3 450 passagers/heure, selon les explications fournies.

A sa réception en 2016, le projet devrait générer 460 emplois permanents.

Des explications ont été aussi fournies au ministre sur la conception et les couleurs proposées pour les rames de ce tramway qui porteront à l'extérieur les couleurs des dunes de sables et des palmiers, et à l'intérieur de celles de l'emblème national.

Fahim O.

F. L./APS

Sidi Bel-Abbès

Généraliser la fibre optique d'ici à fin 2015

La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (PTIC), Zohra Dourdour, a insisté, mardi à Sidi Bel-Abbès, sur la généralisation de la fibre optique à toutes les communes de la wilaya d'ici à fin 2015.

Lors de la présentation de la situation du secteur dans la wilaya, M^{me} Dourdour a indiqué que près de 70 000 km de fibre optique ont été réalisés à travers le pays dont 618 km à Sidi Bel-Abbès, déclarant que «toutes les communes de la wilaya doivent être reliées à la fibre optique à fin 2015, au plus tard début 2016».

D'autre part, elle a annoncé que huit équipements MSAN (nœud d'accès multiservice), soit 6 000 lignes supplémentaires, viendront s'ajouter à 31 déjà existantes dans la wilaya, qui recense 54 689 abonnés à la téléphonie fixe, 26 628 à l'internet et 647 628 à la téléphonie mobile, selon les cadres locaux

du secteur. Au sujet de la quatrième génération de la téléphonie mobile (4G), la ministre a indiqué que des travaux sont en cours pour son extension au niveau de toutes les wilayas du pays en 2015.

En matière de poste, M^{me} Dourdour a décidé du réaménagement de la grande poste, située au centre-ville de Sidi Bel-Abbès. Les travaux de réhabilitation de cet édifice historique, dotés d'une enveloppe de 17 millions DA, seront lancés «très prochainement» pour un délai de six mois.

Par ailleurs, la ministre a insisté sur l'information du client sur les mesures d'amélioration des prestations, telles celles relatives au règlement des factures d'internet sur le net et des redevances d'électricité dans les bureaux de poste.

A ce propos, elle a signalé la réservation, dans tous les bureaux de poste, d'un guichet pour les personnes âgées, handicapés et

femmes enceintes et d'une rampe permettant l'accès aux handicapés moteurs.

Lors de sa visite dans la wilaya, M^{me} Dourdour a inauguré trois bureaux de poste dans la localité de Touaita (commune de Amarna relevant de la daïra de Sidi Lahcen), à la nouvelle gare routière de Sidi Bel-Abbès et la cité Sidi Djilali, ainsi qu'une agence commerciale de télécommunications (Actel) à la cité «Rocher» dans la même ville.

La ministre a également visité le chantier de réalisation du nouveau siège de la direction de la poste et des technologies de l'information et de la communication (PTIC) de Sidi Bel-Abbès, lancé en travaux en décembre 2013 pour un délai de réalisation de 10 mois. Les travaux de ce projet doté d'une enveloppe de 62 millions DA ont atteint un taux d'avancement de 65 %, a-t-on indiqué.

Ain Témouchent

Mise en service d'équipements multiservices

Neuf équipements MSAN (nœuds d'accès multiservices) ont été mis en service durant le troisième trimestre 2014 à travers la wilaya d'Ain Témouchent, dans le cadre de la modernisation et le développement du secteur des TIC, a-t-on appris du directeur opérationnel des télécommunications (DOT). Sur 20 MSAN installés durant cette période, neuf ont été mis en service dans les communes de Hassasna, Oued Berkèche, Sidi Boumediène, Ouled Kihal, Ouled Boudjemaa, Aghlal, Ain Témouchent (2) et dans la localité de Magra, a précisé Abderrahmane Achour.

Ces équipements, qui s'ajoutent à 20 similaires mis en exploitation durant le deuxième trimestre de l'année en cours, offrent une capacité supplémentaire de

6 902 accès à huit localités de plus de 1 000 habitants dont Ain Tolba, El Khemis, Aghbel, Kouamlija et Sidi Belhadri, qui avaient bénéficié de la pose de 37 kilomètres de fibre optique durant le premier trimestre 2014, a-t-il ajouté.

Dans le cadre du projet «MSAN», Algérie Télécom d'Ain Témouchent est en train de connaître une avancée significative, a-t-il encore souligné, indiquant que, dans une première phase de cette année, 20 équipements de ce genre ont été mis en service totalisant une capacité de 15 628 nouvelles lignes multiservices (téléphonie, Internet) permettant un débit allant jusqu'à huit mégabits.

Dan ce cadre, le chef-lieu de wilaya a bénéficié de 10 MSAN d'une capacité de 10 750 accès et des daïras, communes et

localités de plus de 1 000 habitants, de 10 MSAN d'une capacité de 4 878 accès.

La wilaya d'Ain Témouchent sera desservie totalement en réseau d'accès MSAN à la fin de l'année 2015, a encore assuré Achour Abderrahmane, ajoutant que l'opération de basculement des abonnés de la wilaya vers le nœud d'accès multiservices (MSAN) est en voie d'achèvement. Le tour de la commune de Sidi Boumediène est prévu jeudi prochain.

Ces efforts soutenus, qui «ont mis un terme au vol de câbles téléphoniques», butent cependant sur des problèmes de coupures liées aux travaux sous-terrains.

Une entreprise de réalisation travaillant pour le compte d'un opérateur téléphonique avait coupé accidentellement, le 7 novembre dernier, le câble à fibre optique

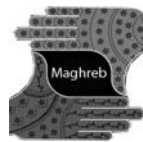
reliant Ain Témouchent à Oran et desservant également les communes d'El Amria et El Malah, a-t-on signalé.

«Si le trafic n'a pas été interrompu grâce à la ligne de secours, le préjudice financier est bien présent», a affirmé Achour Abderrahmane. La même entreprise a, en date du 13 novembre 2014, coupé accidentellement le câble en cuivre desservant le centre de rééducation d'Ain Témouchent, a-t-on également rappelé.

Sur 24 localités de plus de 1 000 habitants recensées dans la wilaya par la DOT, 13 ont bénéficié de l'installation de la fibre optique sur 70 km.

Les 11 localités restantes bénéficieront cette année de 69 km de fibre optique, a-t-on indiqué.

Samir T.



Libye

Trêve humanitaire de 12 heures à Benghazi

■ La durée de la trêve pourrait être prolongée avec l'accord des deux camps. Il s'agit de la première trêve depuis le lancement, il y a un mois, d'une nouvelle offensive du général Khalifa Haftar pour tenter de reprendre cette ville tombée en juillet aux mains de milices islamistes.

Par Zaid F.

La mission de l'ONU en Libye a annoncé que les différentes parties s'affrontant à Benghazi, dans l'est du pays, avaient accepté une trêve humanitaire de douze heures mercredi, pour permettre notamment l'évacuation de civils des zones de combats.

Il s'agit de la première trêve depuis le lancement il y a un mois d'une nouvelle offensive du général Khalifa Haftar pour tenter de reprendre cette ville tombée en juillet aux mains de milices islamistes. Au moins 356 personnes ont péri dans ces combats. La trêve ne semble cependant pas être totalement respectée, selon un journaliste de l'AFP sur place, qui a fait état de tirs à l'arme lourde entendus dans la ville, sans être en mesure d'en déterminer l'origine.

«Le chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Unsmil) Bernardino Leon a annoncé que les différentes parties dans le conflit à Benghazi avaient convenu d'une trêve

humanitaire inconditionnelle dans les zones affectées, à partir de 7h00 (5h00 GMT) pour une durée de 12 heures», a indiqué l'Unsmil dans un communiqué transmis mercredi à l'AFP. La durée de la trêve pourrait être prolongée avec l'accord des deux camps, a-t-on ajouté de même source.

Selon l'Unsmil, cette trêve doit permettre au Croissant-Rouge libyen d'évacuer les civils des zones de combats, de récupérer les corps des morts et de faciliter l'évacuation des eaux usées qui ont inondé certaines zones de la ville en raison des combats.

Benghazi est l'une des zones



Ph. DR

les plus instables de la Libye, un pays dirigé par deux gouvernements et Parlements rivaux, et livré aux milices depuis le renversement de Mouammar Kadhafi au terme de huit mois de soulèvement en 2011. Deuxième ville du pays, Benghazi a été défigu-

rée par les combats et connaît une pénurie de médicaments, de carburants et de nourriture.

Le général Haftar avait lancé une première offensive contre les islamistes dans la deuxième ville de Libye en mai, sans le soutien du gouvernement. En

octobre, alors que les milices islamistes gagnaient en puissance, il a lancé une nouvelle campagne, soutenue cette fois par le gouvernement et le Parlement reconnu par la communauté internationale.

Z. F./APS

Libye

Washington et Londres manifestent peu d'engouement pour soutenir l'armée

Le représentant de la Libye aux Nations Unies, Ibrahim Debbachi, a déploré le manque d'enthousiasme manifesté par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne dans le soutien militaire à l'Armée libyenne qui mène une guerre contre le terrorisme. Dans une déclaration à la presse reprise mardi par les médias libyens, M. Debbachi a souligné que «l'Amérique et la Grande-Bretagne manifestent peu d'engouement pour soutenir l'armée et la lutte contre le terrorisme en Libye», estimant que ces deux pays «doivent revoir leurs positions et annoncer leur soutien au peuple libyen». A défaut, le diplomate libyen a précisé que ces deux pays pourraient «perdre leur crédibilité auprès du peuple libyen», notamment dans «leur prétention de combattre le terrorisme». A cet égard, M. Debbachi a expliqué que le communiqué du

Parlement libyen concernant «l'opération Karama», était venue en réponse à la position de certains pays occidentaux, qui «mettaient en doute la dépendance du général à la retraite Khalifa Haftar de l'Etat libyen». Selon lui, ce communiqué comprend un message clair à l'attention de ces pays occidentaux, à savoir : «Si vous êtes sérieux dans la lutte contre le terrorisme, la Libye œuvre déjà à la faire».

Il a ajouté qu'il n'était pas «du droit de quelque pays étranger que ce soit d'imposer à la Libye celui qui doit diriger son armée dans sa guerre contre le terrorisme».

Le Parlement libyen, issu des élections du 25 juin, a appelé la communauté internationale à adopter «une position franche et officielle» sur la guerre contre le terrorisme en Libye, que mène l'armée sous le nom de

(«Karama»), dirigée par le général Haftar, pour expulser les terroristes et les groupes extrémistes qui contrôlent les villes de Benghazi et Tripoli, la capitale.

Dans un communiqué publié dimanche soir, le Parlement a affirmé que l'opération «Karama» était «légitimée et sous tutelle de l'état-major et du gouvernement provisoire, mais tire sa légitimité du peuple libyen». Selon le communiqué, elle est effectuée conformément à un «mécanisme juridique interne qui ne permet pas, ni accepte aucune ingérence étrangère». Depuis la chute du régime de Maamar Kadhafi en 2011, à l'issue d'un conflit de huit mois, les différentes milices l'ayant combattu font la loi dans le pays plongé dans le chaos, et les autorités de transition n'ont pas réussi à former une armée et à asseoir leur autorité. Safia K.

Mauritanie Le trafic de drogue en régression

EN MAURITANIE, «le commerce et trafic de drogue ont enregistré une régression proportionnelle jusqu'à moins de 9% par rapport à l'année 2008», a déclaré le général Mohamed Ould Magatt, directeur général de la Sûreté nationale.

Ould Magatt, qui s'exprimait ce mardi à l'occasion de l'ouverture de la Réunion de haut niveau des experts sur le trafic de drogue et le terrorisme à Nouakchott, a noté que «la Mauritanie a mis en place un plan sécuritaire intégral, visant à lutter contre le crime organisé et le terrorisme qui constituent des défis majeurs pour la sécurité et la stabilité dans la sous-région et dans le monde». Conscient de ces dangers, poursuit Ould Magatt, «la Mauritanie a mis en place une stratégie multidimensionnelle visant à surveiller strictement les frontières à travers l'imposition des points de passage frontaliers ainsi que l'organisation d'opérations antiterroristes préventives».

R.M.

Sahara occidental

Soutien au prisonnier Mbarek Daoudi

Les prisonniers politiques sahraouis dit (groupe de Gdeim Izik), qui purgent de lourdes peines d'emprisonnement à la prison marocaine de Salé, ont réitéré leur solidarité avec leur confrère, Mbarek Daoudi, en grève de la faim depuis le 1^{er} novembre en protestation aux mauvais traitements infligés à son encontre. Ils ont également condamné les pratiques inhumaines infligées par les autorités marocaines à l'encontre des pri-

sonniers politiques sahraouis privés de leurs droits légitimes au mépris du droit international et du droit international humanitaire, a indiqué un communiqué parvenu à SPS.

Les prisonniers politiques sahraouis ont exhorté les organisations internationales et les associations marocaines des droits humains et tous les libéraux du monde, des parlementaires, des intellectuels, des artistes, des professeurs, à faire

pression sur l'Etat marocain pour sauver la vie du père Mbarek Daoudi.

Ils ont en outre averti des conséquences qui peuvent en découler de la détérioration de l'état de santé de Daoudi en raison de la grève de la faim, imputant la responsabilité à l'Etat marocain, a souligné le communiqué.

Daoudi est en grève de la faim pour protester contre les mauvais traitements dont il

souffre en prison et revendiquer ses droits aux soins et aux visites familiales et à un procès équitable.

Il est menacé de comparaître devant une cour martiale marocaine en contradiction aux déclarations des responsables devant les instances et forums internationaux et aux engagements internationaux du Maroc pour le respect des droits de l'homme, rappelle-t-on.

R.M./SPS

Mauritanie

Surcharge et évanouissement dans les bus de transport des étudiants

Trois cas d'évanouissement ont été enregistrés sur les autobus transportant les étudiants de l'Université des Sciences de la Technologie et de

Médecine à Nouakchott, ont informé des étudiants à Alakhbar. Ces évanouissements sont provoqués, selon la source, par la surpopulation constatée sur ces

véhicules. Le dernier cas a été enregistré mardi sur un autobus ralliant l'université au quartier Arafat.

Agence



Groupe EI

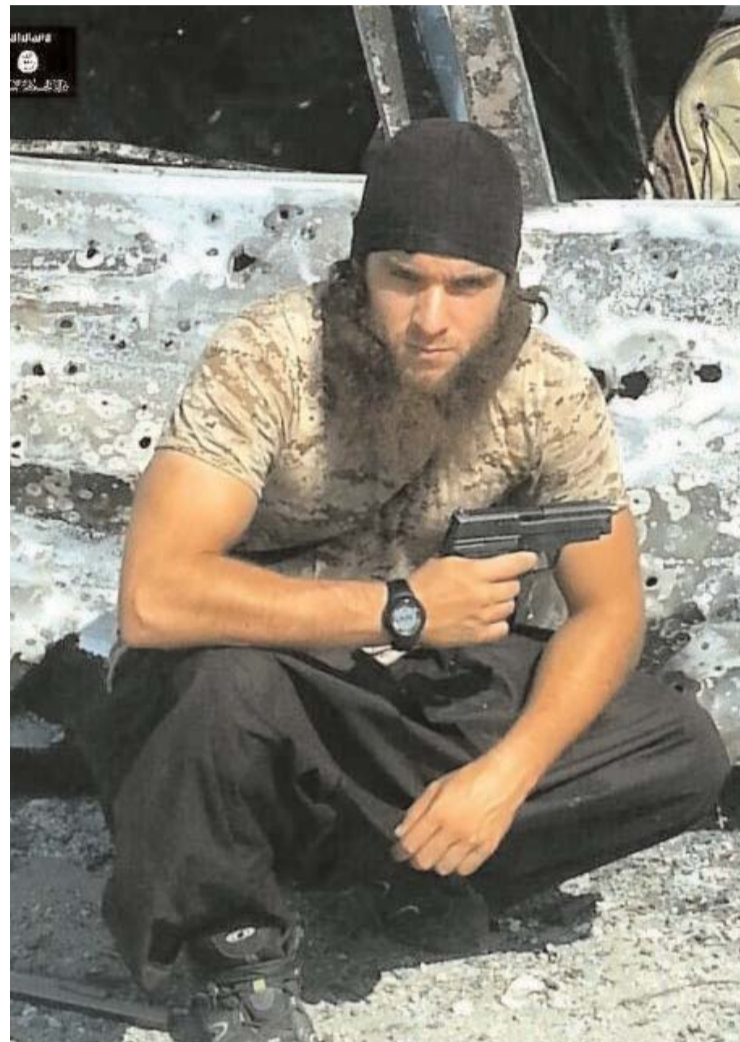
Un second Français identifié parmi les bourreaux

■ Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a déclaré hier qu'il existait «une très forte probabilité qu'un ressortissant français ait pu participer directement» à la décapitation de prisonniers syriens montrée dans une vidéo du groupe État islamique (EI).

Ce jeune homme, né à Champigny-sur-Marne, a adopté le nom de guerre d'Abou Othman, a affirmé hier à l'AFP une source proche du dossier. Le nom de ce converti était apparu à l'automne 2013, peu après son départ, dans l'enquête sur le démantèlement d'une filière d'envoi de jihadistes vers la Syrie, ayant des ramifications dans la ville voisine de Villiers-sur-Marne. Il apparaît, selon la source proche du dossier, dans la vidéo diffusée dimanche par les jihadistes de l'État islamique (EI) mettant en scène la mise à mort par décapitation de 18 prisonniers syriens et de l'otage américain Peter Kassig. «L'homme concerné est connu par son engagement terroriste en Syrie et son comportement violent revendiqué sur les réseaux sociaux», a déclaré, sans le nommer, le Premier ministre Manuel Valls, tout en s'en remettant à la justice pour son «identification formelle». Sollicité, le parquet de Paris a fait état de «fortes présomptions» que cet homme soit le deuxième Français parmi les bourreaux, un suspect évoqué

lundi par le procureur François Molins qui avait parlé d'un jeune de 22 ans parti rejoindre l'EI en Syrie en août 2013. Des sources proches de l'enquête interrogées par l'AFP se sont montrées quasiment certaines qu'il s'agit de Mickaël Dos Santos, mais insistent sur le fait que son identification, notamment avec le concours de ses proches, n'a pas encore été formellement établie. Jean-Charles Brisard, expert des questions liées au terrorisme, a lui assuré à l'AFP que selon ses sources «il n'y a aucun doute, sa mère l'a reconnu sur la vidéo, et elle est effondrée». Pour lui, la présence de deux Français «parmi les bourreaux apparaissant à visage découvert» est «un message très clair adressé à la France et aux Français» par l'EI. Selon une source proche du dossier, «Abou Othman» présentait d'après les services spécialisés un profil très inquiétant, notamment en raison d'images choquantes postées sur les réseaux sociaux. Sa radicalisation avait été relevée dès son adolescence, en fin de scolarité. Plusieurs membres de son entourage, originaires égale-

ment du Val-de-Marne, un département où ont déjà été démantelées plusieurs filières jihadistes, sont encore dans la région avec lui, a précisé une autre source. Dès lundi, le parquet de Paris avait annoncé que Maxime Hauchard, lui aussi âgé de 22 ans, lui aussi converti à l'islam et qui a aussi rejoint la Syrie en août 2013, apparaissait dans la vidéo de l'EI. Une enquête a été ouverte pour assassinats en bande organisée en relation avec une entreprise terroriste, visant ce jeune originaire de l'Eure qui dit s'être radicalisé via internet ainsi que le second Français potentiellement impliqué dans les décapitations. Parmi les 16 autres combattants à visage découvert sur la vidéo, aucun n'a été formellement identifié. Un journal belge a fait état de la possible implication d'un Belge. Les images semblent aussi montrer le Britannique surnommé «Jihadi John» par les médias britanniques, qui apparaît masqué avec, à ses pieds, la tête décapitée de Peter Kassig. Il est considéré comme l'assassin présumé de James Foley et Steven Sotloff, les deux journalistes américains décapités depuis mi-août avec les humanitaires britanniques Alan Henning et David Haines. L'EI, qui comprend des centaines de combattants étrangers, s'est emparé de larges pans de territoire en Syrie et en Irak, où il sème la terreur. Les services spécialisés sont depuis longtemps convaincus de la participation de Français à des atrocités commises par différents groupes jihadistes, et



Ph. > D. R.

avaient déjà identifié au moins un cas avant cette dernière vidéo, selon des sources proches du dossier. Plus de 1 100 Français sont impliqués dans les filières jihadistes et 376 d'entre eux sont actuellement

présents en Syrie ou en Irak, selon les autorités. Une quarantaine y ont déjà trouvé la mort. Les convertis représentent 20% de ces jihadistes qui sont, dans leur écrasante majorité, recrutés sur internet.



Points chauds

Surveillance

Par Fouzia Mahmoudi

Si le scandale des révélations de Edward Snowden concernant le programme d'espionnage global mis en place par les Américains avait secoué les Etats-Unis allant jusqu'à pousser Barack Obama à s'excuser auprès de Angela Merkel victimes des «écoutes» de l'Agence nationale de sécurité (NSA), les Républicains semblent eux s'accommoder des intrusions de leurs services de surveillance. En effet, la réforme de l'appareil de surveillance américain a subi cette semaine un sérieux revers après que les Républicains eurent refusé de l'entériner au Congrès. Cette réforme, malgré le soutien que lui apportait le président démocrate, les grands groupes internet américains et les défenseurs des libertés individuelles, a été jugée trop radicale par les républicains. Dix-sept mois après les premières révélations d'Edward Snowden, le camp réformiste au Congrès espérait voter d'ici à la fin de l'année cette réforme ambitieuse de la NSA afin d'en restreindre les capacités de surveillance aux Etats-Unis, et d'en accroître la transparence. Leur texte avait le soutien d'une myriade d'ONG, d'élus et de géants de l'internet comme Google et Apple. Il aurait modifié le Patriot Act, adopté en urgence après les attentats du 11 septembre 2001, afin de mettre fin à des pratiques qui avaient estomaqué les Américains, à leur révélation en juin 2013. La NSA aurait ainsi cessé de recueillir l'intégralité des métadonnées des appels téléphoniques passés aux Etats-Unis (horaire, durée, numéro appelé). Ses analystes auraient été obligés de démontrer, auprès d'un juge, un soupçon raisonnable et motivé d'un lien avec une entreprise terroriste étrangère pour obtenir les métadonnées et surveiller une cible spécifique. L'échec de cette semaine est révélateur des divisions persistantes de la classe politique américaine sur l'équilibre à trouver entre protection de la vie privée et sécurité nationale. Quasi unanimes, les sénateurs républicains estiment que le texte aurait trop affaibli la NSA, par exemple pour repérer aux Etats-Unis d'éventuels djihadistes liés au groupe État islamique (EI), que certains élus désignent ici par l'acronyme EILL. «Alors que les États-Unis mènent une campagne militaire pour affaiblir, démanteler et vaincre l'EILL, ce n'est pas le moment d'examiner une proposition de loi qui supprime les outils dont nous avons besoin pour combattre l'EILL», a déclaré le sénateur Mitch McConnell, chef du groupe républicain et organisateur du blocage. Pour les détracteurs de la réforme, la nécessité d'obtenir préalablement une ordonnance judiciaire ralentirait le travail des analystes de la NSA. Ils dénoncent aussi l'alarmisme de l'autre camp. Le républicain Saxby Chambliss a affirmé qu'il n'y avait eu «aucun cas» d'Américain dont la vie privée aurait été violée par la NSA ; «cela ne s'est jamais produit». Reste désormais à savoir si un nouveau texte moins restrictif sera présenté dans les mois à venir ou si les Américains après avoir poussé des cris d'orfraie au moment des révélations de Snowden accepteront finalement de laisser la NSA continuer à violer leur vie privée et leur intimité au nom d'une prétendue sécurité.

F. M.

Nucléaire iranien

Les discussions entrent dans le détail au 2^e jour des négociations

L'Iran et les grandes puissances entraient hier dans le détail des discussions, au deuxième jour de leur ultime réunion à Vienne pour trouver un accord historique sur le programme nucléaire iranien. Les diplomates du «5+1» (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne) et ceux de la République islamique ont jusqu'au 24 novembre pour aboutir. Les grandes puissances soupçonnent depuis 2002 l'Iran de vouloir se doter de la bombe atomique sous couvert d'un programme nucléaire civil, ce que Téhéran a toujours démenti.

Les tensions sont allées jusqu'à des menaces de guerre, alimentées notamment par la crainte qu'un Iran nucléaire inspire à Israël et aux pays arabes du Golfe. L'Iran souhaite la levée des lourdes sanctions qui étouffent son économie, tandis que les grandes puissances exigent qu'il limite ses capacités nucléaires de façon à rendre l'option militaire virtuellement impossible. Les négociateurs doivent se retrouver en séance plénière, sous la houlette de Catherine Ashton, l'ex-représentante diplomatique de l'UE, qui a conservé

la responsabilité de ce dossier.

L'issue de leur dialogue reste incertain. Tout sera affaire de «décisions politiques» de toutes les parties, a assuré le négociateur russe Sergueï Riabkov dans la nuit de mardi à hier. Selon Riabkov cité par l'agence Ria Novosti, «nous sommes à un pas, voire même à un demi-pas d'un règlement». Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a lui aussi jugé un accord «possible», mais a mis en garde ses interlocuteurs contre toutes «demandes excessives». Le secrétaire d'État américain John Kerry a exhorté de son côté Téhéran à faire «tous les efforts possibles». Les négociateurs doivent d'abord trancher la question des capacités d'enrichissement d'uranium que l'Iran pourrait conserver après un accord. Téhéran exploite des milliers de centrifugeuses susceptibles de fournir la matière première pour des bombes atomiques.

L'Iran, insiste une autre source occidentale, «doit consentir à réduire significativement ses capacités actuelles», quitte à bénéficier ensuite de «coopérations sur le nucléaire civil». Le réacteur à eau lourde d'Arak, un

équipement qui pourrait produire du plutonium - l'autre voie d'accès à l'arme nucléaire - est aussi en question, tout comme le régime d'inspections de l'ONU auquel l'Iran serait soumis après un accord, ou encore le rythme de la levée des sanctions. Sur ce dernier point, une source occidentale reproche à l'Iran de «vouloir tout, tout de suite, ce qui n'est pas du tout réaliste». Un éventuel accord ouvrirait la voie à une normalisation des relations entre l'Iran et l'Occident, et rendrait possible des coopérations, notamment face aux crises en Irak et en Syrie. Des analystes estiment qu'il réduirait aussi le risque de prolifération nucléaire au Proche-Orient - même si d'autres pensent qu'un Iran réintégré dans le jeu international inquiéterait encore plus ses voisins. Enfin, un accord permettrait à l'Iran de relancer son économie et de reprendre toute sa place parmi les principaux producteurs mondiaux de pétrole. L'enjeu est suffisamment important pour que Washington et Moscou aient mis de côté, le temps de travailler sur ce dossier, leurs divergences sur le conflit ukrainien.



Salon du livre à Béjaïa

Une vingtaine de maisons d'édition au rendez-vous

■ Le Salon du livre organisé depuis mardi à la maison de la culture de Béjaïa attire un public nombreux. En effet, une vingtaine de maisons d'édition de plusieurs régions du pays ont enrichi cette manifestation avec des ouvrages culturels et techniques. Organisée sous le thème «le livre à la portée de tous», le but majeur de cette édition est de rapprocher le public des éditeurs afin de faciliter l'acquisition du livre.

Par Abla Selles

Les amoureux des lettres, les étudiants universitaires et les élèves des trois cycles scolaires ont trouvé ce qui les intéresse au Salon du livre de Béjaïa. Cette manifestation culturelle a ouvert ses portes au public mardi passé, sous le thème «Le livre à la portée de tous». En effet, une vingtaine de libraires et représentants de maisons d'édition sont réunis dans la maison de la culture de la ville pour proposer au public des ouvrages intéressants.

Depuis l'ouverture du salon un public nombreux vient chaque jour visiter les stands, à la recherche de livres dans différents domaines. Il y a même des gens qui viennent par curiosité afin de découvrir les activités que proposent les organisateurs et les exposants. Les titres proposés sont très éclectiques,

composés de diverses formes littéraires et scientifiques mais ostensiblement dominés par les livres religieux, gastronomiques ou typiquement juvéniles, à l'instar des bandes dessinées.

Le roman tient également une place de choix, notamment le classique, présenté dans des calibres et des éditions multiples. Le cas vaut aussi pour le livre et le guide scolaire largement mis en avant.

«Il y a plus de livres cette année, mais peu de nouveautés», a regretté Imène, doctorante en littérature française, venue expressément avec l'idée d'acquiescer quelques collections mais qui va devoir attendre, faute d'opportunité.

«J'ai l'impression qu'il n'y a que des invendus de librairies qui sont proposés à la vente», s'est-elle désolée, relevant non sans malice que «les prix sont toujours à la hausse y compris



pour les ouvrages réédités plusieurs fois». Beaucoup de visiteurs ont regretté, à ce titre, que le salon n'ait pas proposé des

rabais comme à l'accoutumée, bien que les stands et les espaces occupés par les participants aient été offerts gracieuse-

ment par les responsables de la maison de la culture, a-t-on observé.

A. S.

Echanges culturels Le cérémonial de fête de mariage tlemcénien séduit le public relizanais

LE PUBLIC relizanais a été séduit par le cérémonial de fête de mariage tlemcénien, organisé dans le cadre de la semaine culturelle de la wilaya de Tlemcen, ouverte lundi soir à la maison de la culture de Relizane.

Des robes traditionnelles portées par des filles tlemceniennes en pareille cérémonie ont subjugué l'assistance, nombreuse à l'ouverture de cette manifestation culturelle. L'habit traditionnel nuptial de la mariée de Tlemcen est constitué d'un caftan en velours brodé en fils d'or et de la célèbre «Chedda» avec ses composantes : chéchia, mendil et blouse de soie en fils d'or.

La mariée porte, en cette circonstance, des bijoux assortis à cette tenue ornée de pierres précieuses dont la conception remonte à l'ère ottoman, selon des explications fournies sur place.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation a été marquée par une soirée de musique andalouse animée par la troupe «Ahabab Cheikh Larbi Bensari» et un spectacle d'humour avec le comédien Samir Mezouari.

Le programme de cette semaine culturelle comporte aussi une exposition d'habits traditionnels, de produits en cuir, d'ustensiles en poterie, d'art culinaire et de tableaux d'arts plastiques.

F. H.

Festival international de danse contemporaine

Des thèmes philosophiques présentés au public

La terre, l'existence, l'eau et d'autres thèmes philosophiques en relation avec l'individu, ont été présentés mardi soir à Alger par des troupes de danse d'Algérie, de Palestine, du Maroc et du Kenya, dans le cadre du 6^e Festival culturel international de danse contemporaine (FCIDC), prévu jusqu'au 22 novembre.

Devant le public attentionné du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi, les danseurs et les ballerines des différents pays à l'affiche sont allés au-delà des mots pour exprimer, par le mouvement du corps, leurs préoccupations sur le monde d'aujourd'hui. «A l'ombre des arbres», chorégraphie de 15mn de l'Algérien Fares Fettane de la troupe «Wach» qui a dansé en

solo sur son texte, et tenté de sensibiliser sur des questions de l'environnement.

Dans une forme abstraite et un exercice physique intense et plein, le mouvement statique de la première partie représentant l'arbre a complété la partie dynamique qui racontait l'homme, illustrant les similitudes entre la vie des arbres et celle de l'être humain.

La troupe palestinienne «Orient and Dance Théâtre», très attendue, a ensuite présenté «Voyage», une chorégraphie alliant le rêve à l'action, dans une conception de Maher Chawamreh, qui raconte l'histoire d'un lieu de provenance dans toute sa densité historique, patrimoniale et culturelle, vivant dans ses tourments existentiels.

Meropi Makhoulouf, campant le rôle de la terre d'origine, suspendue à un long tissu, danse, esquissant des étirements et des torsions qui renverraient à l'idée d'une douleur ou d'une blessure encore ouverte..

Cette terre d'appartenance, bien que meurtrie, va donner, de l'élan à un groupe de ses enfants qui va tenter de défier l'adversité sur un fond de musique mélancolique, puis déterminé, signé en partie par Rym Benna.

Le public a longtemps applaudi la troupe palestinienne qui a fait preuve de professionnalisme dans une prestation plaisante qui a duré plus de 30 minutes. La compagnie marocaine «2k-Far» est ensuite intervenue, préférant s'intéresser à la

condition humaine dans «Sol-Os», une chorégraphie de Khalid Benghrib qui raconte les tourments de l'homme, citoyen du monde, dans une forme où les personnages finissent en automates.

La troupe «Zama Zama Dance Academy» du Kenya a mis en scène «Tumia Hii», une chorégraphie signée John Maina, autour du thème de l'eau, comme «source de la vie» à préserver, présentée dans des tableaux à l'esthétique bien travaillée.

L. B.

Théâtre régional de Batna

Une nouvelle pièce en tamazight en chantier

Le théâtre régional de Batna met la dernière main à une nouvelle production en tamazight intitulée «Ouarnid akid arnig» (Si tu ajoutes, j'en rajoute), a-t-on constaté, mardi, lors des dernières répétitions.

A la lecture de certaines scènes de cette œuvre, suivie par une journaliste de l'APS, la pièce est une critique sociale qui dénonce, sur un ton humoristique, quelquefois caustique, le phénomène de la corruption.

Le metteur en scène Faouzi Benbrahim y alterne des

tableaux animés par des sortes de saltimbanques, comme pour suggérer au spectateur que la vie n'est qu'un vaste cirque derrière lequel se dissimulent ceux qui tirent les ficelles.

La pièce a été adaptée par le D' Leïla Benaïcha à partir d'une œuvre d'un dramaturge libyen intitulée «Loâbat essoltane oua el wazir» (Le jeu du roi et de son ministre).

Le TRB compte participer avec cette œuvre au festival culturel national du théâtre d'expression amazighe qui se tien-

dra à Batna du 10 au 18 décembre prochain, a assuré sa directrice, M^{me} M'barka Tighaza.

C'est la quatrième pièce montée par le TRB en 2014 après «Kalb min waraq» (Un cœur de papier), «Leïlat ghadhab» (Nuit de colère) et «Errahina» (L'otage). «El Hattab» (Le bûcheron), dont le chantier sera ouvert en décembre prochain, constituera l'œuvre inaugurale de la saison théâtrale 2015 du théâtre régional de Batna dont la vitalité a fidélisé un grand nombre de spectateurs.

D. R.

Agenda culturel

Galerie d'Arts Asselah-Hocine

Jusqu'au 20 novembre :

Exposition de peinture de l'artiste Lamine Azzouzi.

Musée national des Beaux-Arts

Jusqu'au 22 novembre :

Exposition «De papier et d'aquarelle», avec les artistes Djahida Houadef et Safia Zoulid.

Palais de la culture

Moufdi-Zakaria

Jusqu'au 31 janvier 2015 :

7^e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Théâtre national Algérien Mahieddine-Bachtarzi

Jusqu'au 22 novembre à 19h :

Festival culturel international de la danse contemporaine.

Salle Ibn Khaldoun

Samedi 22 novembre

à 15h :

Projection du film *Zabana* de Saïd Ould Khelifa. L'accès est gratuit.

Coup-franc direct



Qui sème le vent...

Par Anouar M.

Le président de la JSK, Moh Chérif Hannachi, a subi une sanction lourde après ses déclarations incendiaires sur les structures qui gèrent le football national professionnel et les Ligues 1 et 2. En effet, il est suspendu pour une année dont six mois par sursis, ce qui fait qu'il ne pourra pas se rendre au stade durant toute cette période. D'aucuns trouveront que c'est une sanction lourde que le président de la formation des Genêts ne méritait pas, mais il faut savoir que ce dernier s'est acharné contre tous les responsables du football algérien, juste par ce qu'ils ont osé sanctionner son club après l'affaire du décès d'Ebossé. «Qui sème le vent, récolte la tempête» est un dicton qui sied à cette situation étant donné que le premier responsable de la JSK n'a pas essayé de présenter des arguments pour tenter de défendre son club mais il a versé plutôt dans l'invective et l'insulte pour amener les responsables de ces structures que sont la LFP et la FAF à réviser leurs décisions et les sanctions qui sont tombées sur son équipe. Même si certains pensent que ces sanctions étaient trop lourdes pour la JSK, le patron du club se devait de respecter le droit de réserve qui lui est imposé et être plus sobre dans ses jugements.

A. M.

ES Sétif

Ziaya souhaite opter pour un club du Golfe

L'attaquant de l'ES Sétif, Abdelmalek Ziaya, a indiqué avoir demandé à sa direction de le laisser partir pour un club du Golfe, dès le prochain mercato d'hiver, après avoir reçu deux propositions dans ce registre. L'attaquant de pointe de l'Entente, qui s'exprimait au micro d'une chaîne de télévision algérienne privée, a déclaré qu'il était en contacts avancés avec deux formations du Golfe, mais sans donner plus de précisions. Il s'est dit très intéressé par une deuxième expérience dans cette région, après avoir déjà porté les couleurs de l'Ittihad Djeddah (Arabie Saoudite) entre 2010 et 2012. Ziaya (30 ans) est retourné à l'ESS, son dernier club avant de rejoindre l'Arabie

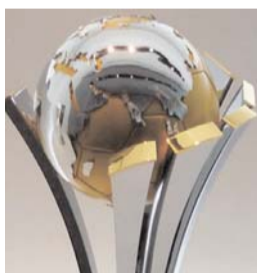
Saoudite, l'été précédent en provenance de l'USM Alger. Il a contribué dans le trophée de la Ligue des champions d'Afrique remporté par l'Aigle noir le 1^{er} novembre courant. «J'ai déjà discuté avec le président de l'ESS, Hacem Hamar, et je lui ai demandé de faciliter mon transfert vers un club du Golfe lors du prochain mercato d'hiver. J'espère qu'il sera attentif à ma doléance», a souhaité le natif de Guelma. Le joueur s'est montré, en outre, très optimiste quant à une participation honorable de son équipe en Coupe du monde des clubs, prévue au Maroc entre le 10 et le 20 décembre prochain, un rendez-vous sur lequel il mise énormément avant son éventuel départ de Sétif, a-t-il encore dit.



Hamar, et je lui ai demandé de faciliter mon transfert vers un club du Golfe lors du prochain mercato d'hiver. J'espère qu'il sera attentif à ma doléance», a souhaité le natif de Guelma. Le joueur s'est montré, en outre, très optimiste quant à une participation honorable de son équipe en Coupe du monde des clubs, prévue au Maroc entre le 10 et le 20 décembre prochain, un rendez-vous sur lequel il mise énormément avant son éventuel départ de Sétif, a-t-il encore dit.

Le trophée de la Coupe du monde des clubs trônera dimanche à Sétif

La Coupe du monde des clubs de football pourra être admirée, dimanche prochain à Sétif, dans le grand hall de la galerie des expositions «El Maâbouda», indique un communiqué de la cellule de communication de la wilaya. La «virée» sétifienne du trophée intervient dans le cadre d'une initiative de la Fifa qui prévoit une visite similaire des sept autres villes concernées par la Coupe du monde des clubs prévue du 10 au 20 décembre prochain au Maroc, selon la même source. Quatre représentants de la Fifa accompagneront la coupe dans la capitale des Hauts-plateaux où ils animeront, pour l'occasion, une conférence de presse sur cette compétition internationale qui se disputera à Rabat et à Marrakech, indique le document rendu public par la wilaya de Sétif. La coupe du monde des clubs côtoiera à cette occasion la Coupe d'Afrique des clubs champions remportée par l'ES Sétif en décembre 1988 et la toute première Coupe d'Algérie gagnée par le club sétifien, en 1963, au bout de deux matches épiques face à l'ES Mostaganem (1-1 et 2-0). L'Entente de Sétif, championne d'Afrique, disputera la Coupe du monde des clubs aux côtés du Moghreb de Tétouan (Maroc), de Cruz Azul (Mexique), de San Lorenzo (Argentine), de Western Sydney Wanderers (Australie), d'Auckland City (Nouvelle-Zélande) et du Real Madrid (Espagne).



Beach-volley/24^e étape

Ce jeudi à la plage Sirène (Bordj El-Kiffan)

Après avoir observé une trêve de quelques semaines en raison des intempéries, le 1^{er} Circuit Open de Beach-volley masculin (2x2) organisé par la Ligue algéroise de volley-ball (LAVB) en partenariat avec les communes du littoral, la Direction de la jeunesse, des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger (DJSL) et avec le concours de Ital.-Crem et Tenergy reprendra ce jeudi 20 novembre, avec la domiciliation de la 24^e étape entre 11h00 et 17h00 sur la plage Sirène dans la commune de Bordj El-Kiffan,

aussi les organisateurs envisagent de programmer si la météo est clémente le samedi 22 novembre 2014 la 25^e étape à la plage Bahdja dans la commune de Aïn Benian. Il est souligné que ce 1^{er} circuit de la wilaya d'Alger 2014 entre dans le cadre de développement de cette discipline volley-ball sur sable admise aux Jeux olympiques en 1996 à Atlanta (USA) qui est vite devenue populaire où les athlètes devant prendre en compte trois autres variables : le sable, le soleil et le vent.

N. M.

Match avancé de la Ligue 1/11^e journée Le derby kabyle en vedette

Un match sera avancé pour le compte de la 11^e journée de la Ligue 1; il s'agit du derby kabyle qui opposera demain après-midi à 16h au stade de l'Unité maghrébine à Béjaïa, le MOB local à la JS Kabylie.

Anouar M.

Ce match s'annonce certainement très disputé entre deux formations qui ont la même obsession, à savoir jouer les premiers rôles cette saison.

Leader surprise, depuis deux journées, le Mouloudia de Béjaïa souhaite continuer sur cette même lancée et donc l'emporter face aux Canaris pour garder le fauteuil et dans le même temps prouver sa suprématie en Kabylie.

Les poulains de Amrani qui ont bien profité des nombreux faux pas des candidats en force au titre que sont l'USMA et le CSC et qui ont mis les moyens qu'il faut, souhaitent confirmer et donc aligner trois autres points qui leur permettront de garder leur fauteuil de leader.

Les Crabes qui seront en force dans les travées du stade soutien-



Kabyles et Mobistes décidés

dront à fond leur team pour tenter d'aller de l'avant. Toutefois, leur mission ne sera pas de tout repos face à cette formation de la JSK qui compte se reprendre et enregistrer un autre sursaut après avoir été tenu en échec par l'ESS.

Les Lions du Djurdjura se rendront à Béjaïa avec l'espoir de revenir avec un très bon résultat et créer la surprise face aux Mobistes qui n'ont jusque-là perdu aucun match à domicile et se sont contentés de matches nuls dans certaines rencontres.

Le calme est revenu à la maison JSK avec les supporters qui se sont réconciliés avec Benlamri et qui comptent maintenant sur leur équipe pour effectuer un nouveau départ. Les gars de la ville des Genêts ont promis de se donner à fond pour faire plaisir aux fans et pour se faire plaisir à eux-mêmes aussi surtout qu'un succès les mettrait encore sur la bonne voie pour revenir disputer le titre ou à défaut une place sur le podium pour jouer une compétition internationale la saison prochaine.

A. M.

Des supporters de la JSK brisent symboliquement le huis clos

Des supporters de la JS Kabylie, club évoluant en Ligue 1, ont brisé symboliquement, mardi, le huis clos imposé à ce club par la Fédération algérienne de football (FAF), a-t-on constaté. Environ 2 000 personnes ont pris part à un rassemblement au niveau du stade du 1^{er} Novembre de Tizi Ouzou où la JSK était en séance d'entraînement, avant d'accéder dans le calme aux tribunes pour afficher leur soutien au Canaris, pendant une demi-heure environ.

La foule a ensuite improvisé une marche vers la placette du Musée

(au centre ville), à travers la rue Lamali-Ahmed et l'avenue Abane-Ramdane, en scandant des slogans de soutien à leur club, et demandant la levée des sanctions qui lui sont imposées depuis la mort d'Albert Ebossé, un joueur de la JSK, décédé le 23 août passé, après avoir été mortellement atteint par un objet contondant lancé à partir des tribunes. Arrivé devant le musée, une prise de parole a eu lieu pour lancer un appel aux autorités compétentes, pour la levée des sanctions prises par la FAF et la CAF contre la JSK, et annoncer que d'autres actions simi-

lares de soutien aux Canaris, seront organisées dans les prochains jours.

La foule s'est ensuite dispersée dans le calme. Suite au décès d'Ebossé, la JSK a été sanctionnée par la CAF qui lui a infligé une suspension de deux années de participation aux compétitions africaines. La FAF a par contre prononcé la suspension du stade premier novembre pour une saison, et le huis clos, (pour tous les matches disputés chez elle ou à l'extérieur pour une demi-saison). Des recours ont été introduits par la direction du club, rappelle-t-on.

Sanctions de la LFP

Le MCA et le CRB sanctionnés de deux matchs à huis clos, Hannachi d'une année de suspension

Le MC Alger et le CR Belouizdad ont écopé de deux matches à huis clos et 100 000 DA d'amende pour le mauvais comportement de leurs supporters lors de la rencontre disputée le 8 novembre au stade du 20-Août (Alger) pour le compte de la 10^e journée du Championnat de Ligue 1 Mobilis, a indiqué mardi la Ligue de football professionnel (LFP).

Les deux clubs ont été punis pour l'utilisation, par leurs supporters, d'engins pyrotechniques et multiples jets dangereux de fumigènes dans les tribunes entre les deux galeries avec arrêt momentané de la partie. Avec cette sanction, le MCA et le CRB disputeront leurs deux prochaines rencontres du Championnat à domicile sans la présence de leur public.

Le MC Alger avait été déjà sanctionné d'un match à huis clos après les incidents survenus lors de son match contre la JS Kabylie (2-4) disputé au stade Omar-Hamadi de

Bologhine. Les Vert et Rouge joueront d'ailleurs le derby de la capitale contre l'USM Alger samedi prochain au stade Omar-Hamadi à huis clos. D'autre part, le président de la JS Kabylie, Mohand Chérif Hannachi, a été condamné à un an de suspension dont six mois avec sursis à compter du 11 novembre 2014 et une amende de 200 000 DA.

La commission de discipline de la

LFP a retenu l'encontre du président de la JSK les infractions liées aux critiques publiques des décisions d'instances sportives ainsi qu'à la transgression de l'obligation de réserve.

Le président de la JSK avait été convoqué à plusieurs reprises par la LFP pour comparaître devant sa commission de discipline pour ses déclarations à la presse.

Ligue 1 Mobilis (12^e journée) USMH-MCA avancé au vendredi 28 novembre

LA RENCONTRE comptant pour la 12^e journée du Championnat d'Algérie de Ligue 1 Mobilis est avancée au vendredi 28 novembre à 15h00 au stade 1^{er} Novembre (El Mohamadia), a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP). Le reste des matches de cette journée se dérouleront le samedi 29 novembre avec plusieurs affiches intéressantes entre autres, CR Belouizdad-JS Kabylie au stade du 20-Août à huis clos, MC Oran - MO Béjaïa, RC Arbaa - ES Sétif ou encore USM Alger - JS Saoura. D'autre part, la 12^e journée de Ligue 2 Mobilis aura lieu le vendredi 28 novembre avec au programme le match entre le leader le MC SaPida et son voisin le WA Tlemcen.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou/ En raison de la forte pénétration du gaz naturel

Baisse sensible de production de gaz butane

LA PRODUCTION de gaz butane a baissé de 50% dans la wilaya de Tizi Ouzou, eu égard à la forte pénétration du gaz naturel qui ne cesse de progresser ces dernières années, jusqu'à atteindre les 63% actuellement. C'est le directeur des mines de la wilaya, Bendjafer Khelifa, qui a révélé ces statistiques à l'occasion des portes ouvertes organisées à la maison de la culture Mouloud-Mammeri par la Sonelgaz. Il a, dans le même sillage, précisé que la production est passée de 2 000 à 1 000 bouteilles par jour, tout en soulignant que l'arrivée tardive de la saison froide est aussi l'une des raisons de cette baisse sensible. De son côté, le directeur local de Sonelgaz, Salah Bara, a fait état du faible engouement pour le branchement au réseau de gaz naturel à travers la wilaya de Tizi Ouzou, citant l'exemple de Bouzeguene où seulement 2 000 sur une capacité de 4 000 foyers utilisent cette énergie dans leurs maisons. Le coût

élevé des installations intérieures nécessaires à l'utilisation du gaz naturel est une contrainte pour de nombreux habitants des localités de la wilaya de Tizi Ouzou où celui-ci a été acheminé jusque-là. A ce propos, le même responsable a évoqué l'aide de 30 000 dinars au profit du citoyen, qu'il remboursera selon un échéancier, pour inciter ce dernier à procéder au branchement de sa maison au réseau de gaz naturel. Par ailleurs, Bara a tiré la sonnette d'alarme quant au manque de foncier qui risque de compromettre l'avenir de l'alimentation de la wilaya de Tizi Ouzou en énergie électrique, évoquant les programmes d'investissement liés aux postes sources. Il a appelé les collectivités locales à dégager des assiettes de terrain devant abriter les projets de Sonelgaz afin d'améliorer la qualité et assurer la disponibilité de l'électricité pour le citoyen dans les années à venir.

Hamid M.

Trois voleurs de bétail écroués près d'El Tarf

Ils ont été filmés par un citoyen...

TROIS voleurs de bétail viennent d'être écroués dans la wilaya d'El Tarf après avoir été filmés par un citoyen au moment où ils commettaient leur méfait, a-t-on appris, hier, auprès des services de la Gendarmerie nationale. Les trois malfaiteurs âgés d'une trentaine d'années, issus des wilayas d'Annaba et El Tarf, ont été confondus par cette preuve irréfutable les montrant en train de sortir huit vaches de l'étable de leur victime, dans la localité de Chatt. Le propriétaire des bêtes s'est dépêché de déposer une plainte, conduisant à leur arrestation en un temps record grâce à la présence d'esprit du citoyen qui a pu les filmer

pendant qu'ils s'adonnaient tranquillement à leur forfait, sans se douter que leurs faits et gestes étaient enregistrés, a-t-on souligné de même source. Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Dreaan, les trois individus ont été placés sous mandat de dépôt en attendant leur jugement. Cinquante-trois affaires ayant trait à des vols de bétail, impliquant 29 personnes, ont été traitées par les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'El Tarf depuis le début de l'année en cours, a-t-on fait savoir, signalant que 50 bêtes sur les 498 volées ont été restituées à leurs propriétaires.

Hani Y.

Ecrivain et chercheuse, spécialiste de l'Algérie

Décès de Fanny Colonna

L'ECRIVAIN et chercheuse Fanny Colonna est décédée mercredi à l'âge de 80 ans, a-t-on appris auprès de son entourage. Née en 1934 en Algérie, la défunte était une spécialiste de l'Algérie et de l'Afrique du Nord. Colonna a vécu en Algérie jusqu'en 1993. Ancienne directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS, France), anthropologue, sociologue et islamologue, elle a notamment dirigé un programme de recherche international sur les traces du passé colonial au Maghreb. Colonna qui était enseignante à l'Université de

Paris-III, a à son actif plusieurs ouvrages, publications de référence et contributions, notamment «Les Aurès 1916-1945 : état des savoirs, de l'archéologie à la photographie Instituteurs algériens, 1883-1939», «Les versets de l'invincibilité, permanences et changements religieux dans l'Algérie contemporaine», «Le meunier, les moines et le bandit, des vies quotidiennes dans l'Aurès, (Algérie du XX^e siècle)», «Algérie 1830-1962. Quand l'exil efface jusqu'au nom de l'ancêtre».

APS

LE PRÉSIDENT TURC ERDOGAN EN VISITE À ALGER



Loumis

Djalou@hotmail.com

Actuel n°1 du rap français

Booba demain soir à la Coupole

■ Demain, les milliers de jeunes (et moins jeunes...) amateurs et fans algériens du rap vivront une soirée exceptionnelle qu'ils garderont longtemps en mémoire.

Par Lynda N. B.

Et pour cause, ils viendront applaudir, chanter et danser sur le rythme de Booba, le n°1 du rap français, de retour en Algérie, et qui donnera un concert à la coupole du 5-Juillet à partir de 21h30. Fixé par les organisateurs, en l'occurrence l'agence de communication One Advertising, le prix du ticket d'accès est de 3 000 DA par personne. De son vrai nom Elie Yaffa, Booba, le n°1 du rap français, viendra en effet «mettre le feu» demain dans la soirée à la coupole du 5-Juillet au grand plaisir des milliers de fans qui s'éclateront jusqu'à 23h30 sur les chansons de leur rappeur préféré. Une soirée qu'ils ne sont pas près d'oublier puisque Booba, qui a déjà vendu plus d'un million d'albums et en a produit six, interprétera à son public algérien, outre son dernier album, toute une série de chansons qui ont fait sa renommée planétaire. Rappelons à ce sujet que le premier album du rappeur d'origine africaine, sénégalaise par le père et marocaine par la mère, nommé *Temps mort*, voit le jour en 2002 ; en 2004 sort la mixtape *Autopsie Vol. 1*. Un cinquième album, nommé *Lunatic*, est sorti le 22 novembre 2010, le titre reprend le nom de l'ancien groupe de Booba. L'album a été certifié disque d'or dès la première semaine et est aujourd'hui double-disque de platine. Le 26 novembre 2012, Booba sort son sixième album nommé *Futur* qui deviendra disque d'or en une seule semaine en se vendant à plus de 51 000 exemplaires, ce qui est le meilleur démarrage de vente de toute la carrière du rappeur. Il a battu également le



record français d'albums numériques vendus, toutes catégories musicales confondues, sur iTunes avec plus de 17 000 exemplaires en une seule semaine. Après 20 ans de carrière, Booba est le premier rappeur solo français à remplir le Palais omnisports de Paris-Bercy et second artiste rap à remplir Bercy après NTM. Il s'est d'abord fait connaître grâce au groupe Lunatic, avec son compère Ali, originaire d'Issy-les-Moulineaux, où le succès vient à la fois de la critique et du public. L'album *Mauvais œil* entrera dans l'histoire du rap français en obtenant un disque d'or. Il s'agit en effet du premier album en indépendant à obtenir une telle récompense. Ainsi, c'est pour faire apprécier, et pourquoi pas découvrir, et partager le talent incontestable de ce jeune rap-

peur que One Advertising, agence de communication spécialisée dans l'événementiel, s'est engagée à organiser cet événement d'envergure, à savoir le plus grand concert de rap en Algérie, en faisant appel au n°1 du rap français : Booba.

Misant sur quelque 10 000 personnes, One Advertising promet de les accueillir «dans les meilleures conditions, et l'ambiance la plus agréable pour profiter du spectacle de l'un des artistes français préférés du publique algérien», écrit l'agence dans un communiqué. Il faut dire que One Advertising n'est pas à sa première expérience en la matière, en ce sens où elle est devenue un partenaire incontournable de plusieurs salons professionnels tels que : Pollutec, Equipauto...

L.N.B.